

AFFAIRES

La Presse

Canada 3000 vendu en pièces détachées Page 16

Les dépenses des gouvernements
La chronique de Claude Picher Page 3

TSE 300	CDNX	S&P/TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7466,43 34,00 0,5%	3054,65 -41,36 -1,3%	434,63 2,06 0,5%	371,40 3,15 0,9%	1941,23 38,03 2,0%	9982,75 23,04 0,2%	1157,42 7,08 0,6%	272,30 \$US -0,60 -0,2%	18,72 \$US 0,17 0,9%	62,54 CUS 0,02 71,01 EURO -0,16

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MARDI 27 NOVEMBRE 2001

BOURSES



Perte trimestrielle révisée à la hausse

Presse Canadienne

LA PERTE NETTE d'Air Canada au troisième trimestre atteint presque 600 millions, en raison d'une dévaluation d'actifs qui tient compte du nouveau contexte dans l'industrie du transport aérien depuis le ralentissement économique et les attentats terroristes du 11 septembre.

Le transporteur montréalais avait annoncé au début du mois une perte de 160 millions, avant impôts, tout en précisant à ce moment que celle-ci pourrait être révisée à la hausse une fois complétée la réévaluation des actifs.

Hier soir, Air Canada a fait savoir que la perte nette atteignait 598 millions, soit 4,97 \$ par action, en comparaison de profits de 101 millions, ou 72 cents par action, au troisième trimestre de l'année dernière.

La perte nette du trimestre qui a pris fin le 30 septembre inclut une radiation d'actifs de 410 millions. Il s'agit d'actifs incorporels liés à l'impôt ou la survaleur, a précisé la société, et qui n'affectent pas sa situation financière. Air Canada dit

Voir AIR CANADA en D16

La SAQ ouvre ses tablettes à des centaines de produits artisanaux

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

La Société des alcools a décidé d'ouvrir ses tablettes à des centaines de produits artisanaux du Québec. Elle se félicite même d'avoir conclu une entente en ce sens avec les petits producteurs, mais ceux-ci accusent plutôt la SAQ de vouloir leur forcer la main.

« Dans le cadre de la révolution commerciale entreprise il y a trois ans à la SAQ, le temps est venu d'accueillir la centaine d'artisans québécois et de leur donner notre appui pour commercialiser leurs produits. Eux pourront dorénavant se consacrer à leurs productions sur le plan de la quantité et de la qualité », déclare Jean-Claude Gagnon, vice-président de la société d'État.

Il soutient que la SAQ et les producteurs en sont venus à une entente vendredi dernier, ce qui lui permettra d'ouvrir ses 400 succursales et 325 agences de ventes (épiceries et dépanneurs) aux produits artisanaux.

Ainsi, la SAQ prévoit vendre à compter du début de l'an prochain quelque 500 produits variés du terroir québécois : vins, cidres, hydromels et breuvages de petits fruits, dont la vente est limitée pour l'instant aux vignobles ou dans les marchés publics. Une série de rencontres organisées cet automne entre la SAQ et des représentants des producteurs artisanaux, affirme le

vice-président de la SAQ, ont abouti à un accord en séance plénière la semaine dernière, au siège de la société à Montréal.

« Ils ont bien accueilli l'offre d'un guichet unique à leur intention, dit M. Gagnon. Celui-ci sera en place dès janvier ou février prochain. »

Cette affirmation fait bondir à l'Association des vignerons et à l'Association des cidriculteurs du Québec. Depuis 1998, les producteurs québécois ont l'autorisation de vendre directement aux restaurateurs et dans les marchés publics et ils craignent de perdre ce privilège s'ils acceptent l'offre de la SAQ, indique Charles-Henri de Coussergues, membre du conseil d'administration des viticulteurs.

Plus catégorique encore, Catherine Hébert, présidente de l'Association des cidriculteurs, estime que la SAQ tente de leur forcer la main en annonçant prématurément une entente non conclue officiellement.

« Nos difficultés avec la SAQ nous ont incités à pousser vers les marchés publics, explique-t-elle en parlant de la stratégie de sa propre entreprise. Une vingtaine de municipalités ont décrété des marchés publics à l'intérieur des épiceries. Nos bons résultats ont fait se hérissier la SAQ et le gouvernement du Québec. C'est à cause de cela que la SAQ est forcée par le Conseil des ministres de nous faire des offres. L'objectif consiste à abroger la directive de 1998 sur les marchés publics. »

Voir SAQ en D2



Photothèque RÉMI LEMÉE, La Presse ©

Charles-Henri de Coussergues, un des propriétaires du vignoble l'Orpailleur, est membre du conseil d'administration de l'Association des vignerons du Québec.

C'est officiel, les États-Unis sont en récession

d'après Bloomberg

WASHINGTON — L'économie américaine est officiellement en récession depuis mars 2001, alors que l'emploi a commencé à dégringoler après une décennie d'expansion sans précédent. La bonne nouvelle ? Un redressement se pointe déjà.

Selon une déclaration du National Bureau of Economic Research, l'arbitre privé et sans but lucratif des hauts et des bas de l'économie, les attaques du 11 septembre « ont nettement approfondi le ralentissement et peuvent avoir contribué de manière importante à transformer une épisode en récession ».

Ressentie de façon particulière dans le secteur manufacturier, cette récession — survenue exactement 10 ans après le début d'une croissance record — devrait se résorber dès le milieu de l'année 2002, estiment des économistes. Les crises les plus longues depuis la Deuxième Guerre mondiale ont duré 16 mois chacune, y compris celle qui s'est terminée en novembre 1982. La plus courte a duré à peine six mois, de février à juillet 1980.

« Le déclin de la production, exacerbé par le 11 septembre, remplit les critères d'une récession », déclare Ben Bernanke, économiste à l'Université Princeton et l'un des six membres du comité des cycles d'affaires du Bureau. Bien que le comité ne risque pas de prédic-

tions, les modèles historiques suggèrent « un échecancier de la reprise entre maintenant et juillet 2002, avec un mouvement probable au printemps ».

Selon le président George W. Bush, la déclaration rend encore plus pressante l'adoption par le Sénat du programme de stimulation économique de 75 milliards améri-

cains. Le début du ralentissement, deux mois après le début de son premier mandat, lui a offert un abri politique.

« Je savais que l'économie laissait à désirer dès ma prestation de serment », a-t-il déclaré aux reporters. L'administration tente d'abroger la taxe de base sur les entreprises. Les démocrates (les élus du

Parti démocrate au Congrès) tentent pour leur part d'accroître les budgets du chômage et des soins de santé pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi depuis le 11 septembre.

Voir RÉCESSION en D2

Boralex plantera des éoliennes en France

RICHARD DUPAUL

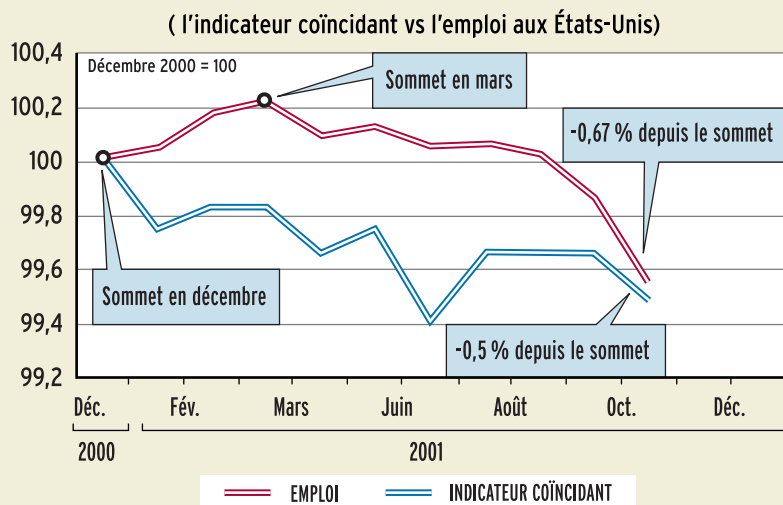
LA SOCIÉTÉ montréalaise Boralex prend le virage de l'énergie éolienne en acquérant une participation majoritaire dans un projet de 12 millions de dollars (60 millions de francs) en France, qui pourrait l'amener à planter d'autres parcs d'éoliennes dans l'Hexagone et dans le reste de l'Europe.

« Il y a un potentiel énorme en Europe », a déclaré hier en entrevue Jacques Gauthier, président de Boralex, une entreprise jusqu'ici spécialisée dans les petites centrales thermiques et hydroélectriques ainsi que dans la cogénération. Le PDG évalue la demande pour l'énergie éolienne uniquement en France à jusqu'à 5000 mégawatts, ce qui se compare à la capacité de la centrale Robert-Bourassa, à la Baie-James, au Québec.

Voir BORALEX en D2

OFFICIELLEMENT EN RÉCESSION

Les États-Unis sont entrés dans leur 10^e récession depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, selon les statistiques du Bureau national de recherche économique (NBER). Elle survient après une période d'expansion d'exactement 10 ans (de mars 1991 à mars 2001), la plus longue depuis 1945.



Voici les dates des précédentes récessions économiques aux États-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale en août 1945 et leur durée en mois:

Dates	Durée
Décembre 1948 à septembre 1949	9 mois
Juillet 1953 à mai 1954	10 mois
Septembre 1957 à avril 1958	7 mois
Avril 1960 à février 1961	10 mois
Décembre 1969 à novembre 1970	11 mois
Novembre 1973 à mars 1975	16 mois
Janvier 1980 à juillet 1980	6 mois
Juillet 1981 à novembre 1982	16 mois
Juillet 1990 à mars 1991	8 mois

L'IMAGE DE LA RÉUSSITE! XG300 2001

- MOTEUR V6 DE 3 LITRES
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS AVEC MODE SHIFTRONIC
- FREINS ANTIBLOCADE ABS/ANTIPATINAGE
- DEUX COUSSINS GONFLABLES FRONTAUX ET LATÉRAUX
- SELLERIE EN CUIR
- TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE
- RADIO STÉRIO AM/FM/CD ET 6 HAUT-PARLEURS
- RÉGULATEUR DE VITESSE
- GLACES, VERROUILLAGE ET RÉTROVISEURS DÉGIVRANTS
- À COMMANDES ÉLECTRIQUES
- ET BEAUCOUP PLUS!



Photo à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la XG300 2001 à partir de 365 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 17 500 \$ à 19 995 \$ comprenant: dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 1,8 % jusqu'à 36 mois. L'offre d'achat paiement pour 90 jours s'applique uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2001. Aucun frais d'intérêt pour les premiers 60 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 60 jours, les intérêts commenceront à s'accumuler et l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts sur une période de 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2001. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Sujet à l'approbation du crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec location d'ici au 30 novembre 2001.

LES PARTENAIRES HYUNDAI

ACHETEZ
et **ROULEZ**
SANS PAIEMENTS
pendant 90 jours
sur financement à l'achat!
PDSF 31 995 \$

FINANCEMENT
1,8%
DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS



OU **LOUEZ**

À partir de
365\$*
par mois/48 mois



HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

3002796

La récession américaine dure depuis mars

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

Un comité du National Bureau of Economic Research a déterminé que l'activité économique aux États-Unis a atteint un sommet au mois de mars et que la récession dure depuis huit mois.

On qualifie généralement de récession un déclin du produit intérieur brut pendant deux trimestres consécutifs. Le désavantage de cette méthode est qu'elle utilise des données trimestrielles, ce qui empêche une grande précision. Les six économistes du comité utilisent quatre séries de données mensuelles qui reflètent l'activité économique, soit l'emploi, le revenu personnel réel, les ventes réelles de gros et de détail de produits manufacturés et la production industrielle.

L'emploi a atteint son sommet en mars, la production industrielle en septembre 2000 et les ventes il y a presque un an. Le revenu réel, en revanche n'a pas atteint un sommet. Cela montre que le secteur manufacturier est généralement en avance sur le reste de l'économie et, même, que pendant cinq mois, celle-ci avait une croissance plus forte que le déclin des industries.

Le revenu personnel n'est pas exactement une mesure de l'activité économique. Il a été soutenu par l'inflation très faible, surtout depuis la baisse du prix du pétrole, et par la renégociation des hypothèques à des taux très avantageux. Il explique aussi pourquoi les dépenses de consommation ont continué à être fortes, ce qui a permis au secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, de prédire hier que la récession tirait à sa fin.

Maintenant que l'Action de grâces est passée, les économistes se penchent sur les ventes de détail de la saison des Fêtes. Les ventes ont été gonflées par le fait que les fabricants de voitures offraient des prêts à zéro intérêt. Mais beaucoup d'autres commerces doivent pouvoir compter sur les ventes de Noël pour terminer l'année avec un bénéfice. On craint que les consommateurs puissent diminuer leurs achats d'environ 4 %, ce qui ne manquerait pas d'aggraver la récession.

La cause de cette baisse est une crainte du chômage et, en général, une baisse de la confiance des consommateurs après les attentats du 11 septembre. Des économistes, et surtout des politiciens, ont lancé des appels aux Américains pour qu'ils continuent à consommer par patriotisme et pour éviter que la récession ne se prolonge. Les remarques encourageantes de M. O'Neill vont dans ce sens.

Cette attitude serait notamment justifiée par le fait que beaucoup d'Américains ont profité d'une augmentation très forte de leurs actifs nets, depuis cinq ou six ans, grâce au boom des actions en Bourse et à l'augmenta-

tion des prix de l'immobilier. Il est vrai que cette richesse peut aider les États-Unis à sortir rapidement de la récession. Mais elle pourrait aussi avoir un effet contraire si les prix des actifs s'effondraient, comme ce fut le cas pour le NASDAQ il y a un an.

De toute façon, la relance de la consommation ne peut pas se substituer à un effort plus équilibré. Les achats de Noël en particulier ne sont pas de nature à relancer les industries les plus sévèrement touchées par la récession, comme les investissements dans des équipements d'informatique et de télécommunications, et les compagnies aériennes. Des dépenses quelque peu artificielles dans d'autres domaines n'entraîneront pas néces-

sairement les investissements qui doivent donner de l'ampleur à la relance. Les industries les plus affectées ont des problèmes de surcapacité et de structure qui doivent être résolus pour qu'elles sortent de leur récession.

Plusieurs choses distinguent la récession actuelle de la plupart de celles qui ont suivi la guerre. Et l'inflation et le chômage sont à des niveaux relativement bas et les finances publiques sont saines. Le gouvernement n'a, par conséquent, pas à craindre que les mesures de relance aillent aggraver d'autres problèmes économiques et financiers. Cette perspective fait beaucoup pour soutenir la confiance dans l'avenir des Américains.

RÉCESSION

Suite de la page D1

baissé à 3,9 %, la meilleure performance depuis 30 ans. En mars 2002, quelque 131,8 millions de travailleurs avaient un emploi. Depuis, ce nombre chute.

Le comité mesure les cycles économiques en observant les sommets et les creux. « Différents indicateurs se contredisaient, et nous avons fini par choisir mars, en partie parce que mois était au milieu des possibilités », dit Jeffrey Frankel, professeur au Kennedy School of Government à l'Université Harvard et membre, lui aussi, du comité. « Le pic de l'emploi a renforcé les possibilités mais les chiffres des derniers mois étaient assez sévères pour déclarer une récession. »

La production industrielle a atteint un sommet en septembre 2000 et les ventes en gros et au détail ont commencé à chuter il y a près d'un an, selon le comité. Même si le déclin manufacturier remonte au mois de septembre 2000, le reste de l'économie « continuait à croître plus rapidement que la décroissance du secteur manufacturier ».

« Nous avons déterminé que ce sommet devait permettre de suivre le comportement de l'économie dans son ensemble. » C'est pour cette raison, dit le comité, qu'on a choisi le mois de mars 2001.

Pouvoir d'achat accru

Pour l'organisation de Cambridge (Massa-

SAQ

Suite de la page D1

Ce qui n'empêche pas la SAQ de considérer les négociations comme concluantes. En théorie, toutes les succursales et agences de ventes seront ouvertes aux producteurs artisanaux, dit le vice-président Jean-Claude Gagnon. Chaque producteur choisira donc librement, en fonction de ses capacités de production et de ses stratégies de vente, les succursales qui offriront ses produits. On estime que dans les premiers temps, les producteurs québécois auront en moyenne quelque 10 000 bouteilles à offrir chacun, à chaque année.

« On leur a aussi proposé un coin à eux dans la cinquantaine de succursales Sélection », dit M. Gagnon.

Le marché des produits artisanaux québécois est évalué à un million de bouteilles par année, pour 12 millions de dollars. C'est une infime fraction (à peine 0,5 %) des revenus de 2 milliards réalisés par la SAQ grâce à la vente de 125 millions de bouteilles de vin, bière et spiritueux. Mais la SAQ estime que le potentiel de développement est immense, déclare son porte-parole.

Présentement, la SAQ ne vend que deux vins artisanaux québécois, le premier produit par l'Orpailleur de Dunham et le second par le Vignoble Dietrich Jooss, à Iberville. Deux producteurs qui pouvaient garantir le volume minimal d'approvisionnement annuel pour satisfaire la société, qui vend aussi 17 marques québécoises de cidres, de breuvages alcoolisés à base de petits fruits et d'hydromels.

Or, les producteurs font face au taux de majoration, qui consiste à appliquer la même marge de profits et les mêmes taxes sur tous les produits, qu'il s'agisse de vins produits localement à petite échelle ou de produits importés fabriqués en très grande quantité. La majoration est au coeur des discussions entre les parties ; les viticulteurs en font une condition sine qua non. « Nous exigeons une majoration particulière pour les produits du Québec. Nous craignons d'être majorés et que nos produits deviennent inabordables », dit Charles-Henri de Coussergues, de l'Association des vignerons.

De son côté, la SAQ fait valoir qu'en vertu

des ententes de commerce international, elle ne peut appliquer des taux de majoration variables.

Par exemple, le Vignoble Dietrich Jooss vend sa Réserve du vigneron 5,29 \$ la bouteille à la SAQ, qui la vend ensuite 14,05 \$ dans ses magasins. La même bouteille se vend 11 \$ au vignoble.

La SAQ est toutefois un incontournable, juge M. Dietrich, président ex-officio de l'Association des vignerons du Québec. Il écoule 5000 bouteilles par année par le truchement de la société d'État et les portes maintenant grandes ouvertes lui apparaissent comme une occasion inespérée. « Les produits sont partout et vendus partout au même prix. Par contre, on peut subir des délais de quatre à six mois entre le moment où on leur signale qu'il faut renouveler les stocks et celui où les bouteilles sont sur les étagères. »

Copropriétaire du vignoble le Domaine DesDucs, un Témiscamingue, Richard Dessureault montre aussi de l'intérêt. Avec un bémol toutefois : « Cela va dépendre des mar-

ges de profit que la SAQ va réclamer. Si on réclame 100 % de marge, ça ne me laissera que 7,50 \$ par bouteille, puisque mon vin figure parmi les vins à 15 \$ la bouteille. »

Robert Dumoy, de la Cidredie Duminot, écoule déjà de 30 000 à 40 000 bouteilles par année à la SAQ. « Les taux de majoration vont pénaliser plus particulièrement les producteurs de vins et de breuvages très alcoolisés. Pour les cidres, c'est une très bonne nouvelle, les prix ne changeront sans doute pas. »

« Il existe des tables de majoration différentes pour les vins, les cidres et les autres produits, explique le vice-président Jean-Claude Gagnon. Ce qui permettra aux producteurs artisans de déterminer les prix qu'ils feront à la SAQ en fonction du prix visé au détail. »

« Même si les offres sont intéressantes, la SAQ est à la fois notre partenaire et notre pire concurrent, rétorque Catherine Hébert, de l'Association des cidriculteurs. Nous voulons conserver une marge de manoeuvre. »

ÉCONO FLASHES

Lauralco et Tembec | Tout se joue à Québec

L'EXPANSION de l'aluminerie Lauralco de Deschambault et la survie de la papetière Tembec de Saint-Léonard-de-Portneuf, dans la région de Québec, se joueront ces prochains mois à Québec. Dimanche, un important groupe de la région a rencontré les ministres Gilles Baril et Jacques Brassard pour obtenir l'attention du gouvernement sur ces deux projets primordiaux pour l'économie de Portneuf. D'ici la fin de l'année, la direction de Lauralco, qui emploie 550 personnes à Deschambault, présentera une proposition pour ajouter un demi-hall de fabrication d'aluminium. L'agrandissement de Lauralco se jouera en janvier alors que le gouvernement déterminera le choix de l'emplacement de la prochaine expansion d'une aluminerie au Québec. Il n'y a pas de place pour les deux projets d'aluminerie. Le principal problème en est un d'approvisionnement en électricité. Quant à Tembec, qui emploie 210 personnes, le syndicat de l'usine avance qu'un investissement de 200 millions est nécessaire pour assurer la survie de l'entreprise à long terme.

Theratechnologies | Prise ferme de 20,5 millions

THERATECHNOLOGIES a conclu une entente avec un syndicat de preneurs fermes en vue de l'émission et de la vente de deux millions d'actions ordinaires au prix de 10,25\$ l'unité. Le produit brut de cette transaction sera de 20,5 millions. La société a également accordé aux preneurs fermes une option d'achat de 300 000 actions ordinaires supplémentaires, correspondant à 15 % du montant du financement, aux fins d'attributions excédentaires et de stabilisation des marchés. La clôture du financement devrait avoir lieu vers le 13 décembre. Le produit sera affecté au fonds de roulement et aux activités de développement.

CAE | Formation des opérateurs du Predator

CAE a indiqué hier que le Air Combat Command de l'armée de l'air américaine (USAF) a exercé une option sur un contrat en cours, dont la valeur est de 2,1 millions. Ce volet du contrat prévoit que CAE USA élaborera les didacticiels et assurera l'enseignement qui sont nécessaires à la formation du personnel de l'USAF affecté à l'exploitation de l'avion sans pilote RQ-1 Predator. Cette option est souscrite pour un an, et c'est la quatrième à être exercée dans le cadre du contrat d'une durée de cinq ans que détient CAE.

Nexxlink | Entente stratégique avec ICG

NEXXLINK TECHNOLOGIES, fournisseur de services informatiques intégrés offrant des solutions spécialisées en TI reliées à l'infrastructure de réseaux, a conclu une entente stratégique avec International Computer Group (ICG), une entreprise technologique d'envergure mondiale dont le réseau de partenaires s'étend à 53 pays. En vertu de cette entente, Nexxlink appuiera les efforts de vente internationale d'ICG et offrira des services de gestion de projets et d'intégration de systèmes aux clients internationaux d'ICG qui sont établis au Canada.

Pierre Bellemare

BORALEX

Suite de la page D1

Borex, une filiale du groupe Cascades, a choisi pour sa première incursion dans la domaine d'y aller prudemment en s'associant au français Seris S.A., dont le savoir-faire est reconnu, selon M. Gauthier.

Seris et Borex S.A., la filiale française du groupe québécois, auront des participations de 40 et 60 % respectivement dans le nouveau complexe français, qui comprendra 13 éoliennes ayant une puissance totale de 10,4 mégawatts (suffisamment pour alimenter près de 10 000 foyers) et qui sera situé dans la commune d'Avignon-et-Lauragais, non loin de Toulouse. Un financement de 11 millions sera mis en place par un consortium bancaire européen spécialisé dans les éoliennes.

La construction débutera à la fin de l'année et la mise en exploita-

tion est prévue pour l'été 2002. Selon M. Gauthier, le projet sera rentable dès sa première année et il contribuera aux bénéfices de Borex à compter du quatrième trimestre de l'exercice 2001-2002.

L'action de Borex a gagné 26 cents, à 9,15 \$, hier à la Bourse de Toronto.

Selon M. Gauthier, l'énergie éolienne est appelée à connaître un essor important en Europe en raison de la nouvelle politique de l'Union européenne.

Les gouvernements européens sont d'ailleurs prêts à soutenir les projets d'éoliennes en tenant compte des coûts de production plus élevés de cette forme d'énergie. Ainsi, la production des éoliennes de Borex-Seris sera vendue à EDF (Électricité de France) en vertu d'un contrat à long terme

de 15 ans, à un prix de près de 12 cents le kilowattheure, selon M. Gauthier. Cela correspond à environ deux fois le prix généralement offert par Hydro-Québec pour ce genre de production.

Borex est déjà en pourparlers avec divers groupes pour réaliser d'autres projets en France, selon M. Gauthier, et on pourrait implanter des parcs d'éoliennes ailleurs en Europe et en Amérique du Nord. En Allemagne, la puissance éolienne installée équivalait déjà à l'une des plus grosses centrales d'Hydro-Québec.

Le gouvernement et Hydro-Québec se disent aussi de plus en plus intéressés à l'énergie éolienne, si bien qu'on pourrait tripler la production de cette forme d'énergie au Québec d'ici 2010, selon certaines estimations.

Dans son plan de développement, Hydro-Québec a offert d'acheter des blocs de 50 mégawatts pendant cinq ans provenant des éoliennes. Pour répondre à cette demande, il faudrait construire plus de 300 éoliennes.

Actuellement, la société Axor a installé deux parcs d'éoliennes en Gaspésie, comprenant 133 turbines avec une capacité totale d'un peu plus de 100 mégawatts.

Mais, selon M. Gauthier, les efforts du Québec dans le domaine demeurent trop timides et n'encouragent pas l'émergence d'une véritable industrie. « Il n'y a pas au Québec de politique à long terme. Les prix offerts pour l'énergie ne suffisent qu'à faire vivre les producteurs et on ne sait pas s'il y aura une suite aux initiatives qui sont annoncées », déplore le PDG.

Borex est active en France depuis un certain temps, mais dans d'autres domaines du secteur énergétique. La société a des participations dans une petite centrale hydroélectrique d'un mégawatt la Rochette, en Savoie, et dans une centrale de cogénération au gaz naturel de 14 mégawatts à Blendecques, dans le Pas-de-Calais.

AFFAIRES
700

715

SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

AVIS
800

801

AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS est donné que, suite au décès, le 9 mai 2001, de Mme **JANELLE Marie-Ange**, 1275 Côte Vertu à St-Laurent, un inventaire de ses biens a été fait par le liquidateur devant témoins à Montréal, le 22 novembre 2001. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés en l'étude de LAMARCHE Rémi, notaire, 10 St-Jacques, Suite 804, Montréal, Qc H2Y 1L3. Tél. : 844-2365. Donné à Montréal ce 26 novembre 2001. MARGUERITE JANELLE, liquidateur.

AVIS
800

850

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que Redouane Mohamed Fadli dont l'adresse du domicile est le 754, St-Philippe, Mt., présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Pierre Maximilien Fadli.
R 850.

PRENEZ AVIS que **Antonio Da Ponte** en sa qualité de père dont l'adresse du domicile est le 69, Calais, Kirkland (Québec) H9H 3R7, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer les noms de **Jordan Andrew Litvin-Daponte** en celui de **Jordan Andrew Da Ponte** et de **Jeremy Mitchell Litvin-Daponte** en celui de **Jeremy Mitchell Da Ponte** et de **Joshua Anthony Litvin-Daponte** en celui de **Joshua Anthony Da Ponte**.
Kirkland, 22 novembre 2001
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **J.C. LECLERC DESIGN INC.**, ayant son siège social au 6000, chemin Deacon, app. 6N, Montréal, H3S 2T9, demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
R 850

CLAUDE PICHER > LA VIE ÉCONOMIQUE

cpicher@lapresse.ca

Coup d'oeil sur la structure des dépenses publiques

En déposant son budget du 1^{er} novembre, la ministre Pauline Marois a résisté à la tentation de revenir au cercle vicieux des déficits et de l'endettement, en dépit d'une conjoncture économique difficile. Si tout se déroule selon ses prévisions, les finances publiques québécoises devraient réussir à surnager jusqu'au 31 mars 2002.

La ministre aura sans doute du mal à y parvenir. Ses prévisions sont tellement optimistes qu'elles placent les finances publiques sur la corde raide pour les 17 prochains mois. Si la récession est plus grave que prévu, ou si les taux d'intérêt se remettent à grimper, il est clair que l'équilibre financier du gouvernement sera compromis. Pour éviter cela, M^{me} Marois peut toujours ajuster le tir en cours d'exercice, c'est-à-dire revoir à la baisse les budgets de dépenses des ministères et organismes. L'important, c'est qu'elle n'a manifestement pas l'intention de replonger les finances publiques dans le rouge.

À Ottawa, le ministre Paul Martin déposera son budget d'ici deux semaines, et il entend clairement suivre la même voie. Il y a quatre ans, lorsque les finances publiques fédérales sont enfin sorties de la géhenne, nombreux ont été les députés et les lobbies de tout acabit qui ont demandé au gouvernement de recommencer à dépenser. Le ministre a eu la sagesse de résister.

Tous les Canadiens ont encore en mémoire les durs sacrifices qu'ils ont été appelés à consentir pour attendre le déficit zéro. Personne n'a le goût de recommencer.

Il serait sans doute intéressant, dans ce contexte, de jeter un coup d'oeil historique sur le gonflement de la dette. On verra comment le dérapage des finances publiques canadiennes a profondément modifié la structure des dépenses publiques en un quart de siècle.

■ ■ ■

Le tableau ci-contre parle de lui-même. Il tient compte de l'ensemble des dépenses publiques canadiennes, fédérales et provinciales combinées, pour l'année 1975-1976, c'est-à-dire peu avant que le gouvernement ne perde le contrôle des finances publiques, et pour l'année

2000-2001, c'est-à-dire peu après le rétablissement de l'équilibre.

Chaque grand poste de dépenses est exprimé en fonction des dépenses totales. Les calculs ont été faits à partir de données fournies par Statistique Canada et l'Institut Fraser.

Une ligne, la deuxième, saute aux yeux. C'est celle qui chiffre l'importance relative du service de la dette. Tout au long des années quatre-vingt et pendant la première moitié des années quatre-vingt-dix, au fur et à mesure que les déficits fédéraux et provinciaux s'empilaient les uns par dessus les autres, le service de la dette, c'est-à-dire le paiement des intérêts, a pris des proportions monstrueuses.

En 1976, les administrations publiques canadiennes consacraient 8,6 % de leurs dépenses au service de la dette ; cette année, cette proportion atteindra 19,3 %. En 25 ans, les intérêts sur les dettes publiques sont ainsi passés de 6 à 74 milliards par année. Même en tenant compte de l'inflation, le bond est terrible.

Évidemment, pour canaliser autant de ressources au paiement des intérêts, il a fallu faire des réductions ailleurs.

L'avantage de chiffrer chaque poste en pourcentage des dépenses totales permet de voir rapidement quels sont les secteurs qui ont le plus souffert.

Le poste des services sociaux comprend surtout des transferts aux particuliers : pensions de vieillesse, prestations d'assurance-emploi, aide sociale. Le recul observé à ce chapitre, 1,2 point de pourcentage, peut sembler assez insignifiant ; en réalité, cette petite différence représente 3,2 milliards de moins, uniquement cette année.

En santé, la proportion de dépenses a légèrement augmenté, mais ce chiffre est trompeur. Avec le vieillissement de la population, les besoins sont infiniment plus grands aujourd'hui qu'il y a 25 ans. Compte



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

tenu de ces besoins, le fait que les dépenses de santé soient demeurées à peu près stables camoufle en réalité une épouvantable dégradation.

C'est encore pire en éducation, où les administrations publiques, toutes

proportions gardées, dépensent moins qu'il y a 25 ans.

Les transferts comprennent la péréquation, les transferts sociaux aux autres administrations, et, dans le cas des provinces, les transferts aux hôpitaux, commissions scolaires, municipalités et autres instances de compétence provinciale. La hausse des paiements de péréquation, vers la fin de la période, explique en bonne partie l'augmentation observée à ce chapitre.

On remarquera que les dépenses destinées à soutenir le développement économique (initiatives régionales, subventions agricoles, aide aux entreprises) ainsi que le financement des services généraux des administrations publiques ont diminué de moitié.

Au chapitre des transports et communications, c'est l'effondrement. Au fédéral, les dépenses à ce chapitre sont passées de 4,1 à 1,1 % des dépenses totales. Ce recul reflète notamment la privatisation de Téléglobe et d'Air Canada. Au provincial, les dépenses sont passées de 8,5 à 4,2 %, ce qui se traduit par la détérioration du réseau routier.

DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (1976-2001)

	1975-1976 %	2000-2001 %
Services sociaux	22,9	21,7
Service de la dette	8,6	19,3
Santé	15,9	16,8
Éducation	12,8	11,9
Transferts	5,0	7,2
Défense/ Sécurité publique	6,5	6,9
Développement économique	7,8	3,6
Services généraux	6,0	3,0
Transports/ communications	6,2	2,7
Autres dépenses	8,3	6,9
	100,0	100,0

Surtout, sans le cancer de la dette qui étouffe pratiquement tous les autres postes de dépenses, nous ne pouvons qu'imaginer la fabuleuse marge de manoeuvre des gouvernements : sans la dette, il serait possible de financer de meilleurs services sociaux, de meilleurs soins de santé, de meilleures écoles, des baisses d'impôts plus substantielles...

Voilà, en gros, l'énorme prix que nous continuons de payer pour avoir trop tardé à faire le ménage qui s'imposait.

Encore mieuxX5.



3002864



Montréal

BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval

BMW Laval
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwlaival.com

Banlieue Ouest

Automobiles Jalbert
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive-Sud

Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Les offres sur tous nos modèles sont disponibles sur bmwmontreal.ca

Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km, selon les intervalles recommandés par BMW. Photo à titre indicatif seulement. Certaines options démontrées ne sont pas offertes sur le modèle de base. Cette offre prend fin le 31 décembre 2001.

Les 2002 sont arrivés.

Qui veut se dépasser ne doit cesser d'innover. Le véhicule d'activités sportives BMW X5 2002 prouve que le génie automobile est toujours bouillonnant d'idées neuves.

À partir de:

56 900\$

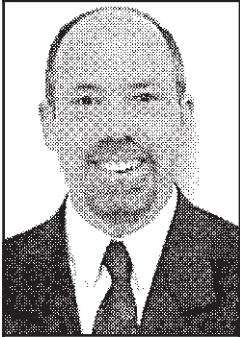


Le plaisir de conduire.™

3002854







Nick Leontidis

Hartland Paterson

Jean-François Thibodeau

CAE a le plaisir d'annoncer les nominations, dès à présent effectives, de M. Nick Leontidis au poste de vice-président exécutif, Produits de simulation, de M. Hartland Paterson au poste de vice-président, Affaires juridiques et chef du contentieux, et de M. Jean-François Thibodeau au poste de vice-président et trésorier.

M. Leontidis est entré chez CAE en 1988 comme ingénieur en logiciels, pour accéder ensuite au poste de vice-président, Systèmes visuels et, dernièrement, à celui de vice-président, Ventes et marketing pour l'unité d'affaires Simulation commerciale et formation. Dans son nouveau poste, M. Leontidis aura en charge la gamme des produits de simulation pour le marché civil et continuera de diriger l'équipe intégrée des ventes et du marketing pour l'ensemble des activités produits et services de l'unité d'affaires Simulation commerciale et formation.

Nouvellement arrivé chez CAE, M. Paterson possède une vaste expérience internationale. Dans le poste auquel il vient d'être nommé, M. Paterson aura la haute responsabilité des affaires juridiques pour les unités d'affaires de CAE. Dernièrement, il était vice-président et codirecteur du contentieux chez Cable & Wireless plc au Japon. Il a travaillé aussi pour Nortel à Hong Kong et pour le cabinet juridique montréalais Ogilvy Renault.

Arrivant du Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée où il était trésorier, M. Thibodeau a été préalablement directeur des finances et de la trésorerie chez Provigo Inc. M. Thibodeau sera responsable de la planification fiscale au niveau international, de la gestion des risques et du financement des projets, ainsi que de la stratégie d'investissement pour le régime de retraite. M. Thibodeau est comptable agréée et titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (spécialité : stratégie financière) qu'il a obtenue à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

CAE est le plus important fournisseur mondial de technologies de simulation et de contrôle en matière de formation et d'optimisation dans les domaines de l'aérospatiale, de la défense et de la foresterie. Avec son siège social au Canada et des opérations à l'échelle mondiale, la Société emploie environ 7000 personnes et a des revenus de plus de 1 milliard de dollars canadiens.



Ceci est le fruit de vos investissements.

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité: remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité: taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité: garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,00*	2,30	4,00	4,50	4,75	5,50	6,00	6,50	7,25	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER.

Placements Québec 
NOTRE INTÉRÊT À TOUS

Boni +1%
la première année pour les nouveaux fonds REER

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h et les samedis de novembre, de 10 h à 16 h.

1 800 463-5229

Région de Québec, 521-5229.

www.placementsqc.gouv.qc.ca

PME

ETI joue quitte ou double



Mis à part leur goût du jeu, qu'est-ce que les acheteurs de loterie du Mexique et du Québec ont en commun ? Leur billet chanceux a été émis par un terminal conçu par l'entreprise montréalaise ETI, qui prépare discrètement la loterie du futur dans ses laboratoires.

ETI œuvre dans l'ombre des sociétés d'État qui administrent les loteries dans plusieurs pays. « Nous ne sommes pas connus parce que nous ne vendons pas directement au public », explique André Desjardins, président-directeur général d'ETI. La technologie mise au point par l'entreprise se retrouve pourtant derrière chaque billet de 6/49 vendu au Québec.

L'entreprise possède des bureaux à Montréal et une usine d'assemblage à Varennes, où elle assemble des terminaux. Les consoles d'ETI ressemblent à de grosses caisses enregistreuses bleues et se retrouvent sur tous les comptoirs des dépanneurs du Québec. En plus des valideuses, ETI fabrique un serveur, le Omegasys, qui exploite, entre autres, le réseau de loterie de Loto-Québec.

ETI a fait ses débuts en 1981 comme firme de consultants en informatique et s'est tournée vers le jeu... par hasard, en répondant à des appels d'offres. En 1987, l'entreprise entre dans l'univers du jeu en développant un logiciel pour la loterie de l'État du Kansas.

ETI est présentement finaliste pour obtenir deux importants contrats auprès de la Ontario Lottery and Gaming Corporation (OLGC) et la Loterie nationale belge. « Si les deux contrats arrivent en même temps, nous allons devoir agrandir ou fonctionner sur deux quarts de travail », dit le PDG.

L'entreprise a ensuite conçu un logiciel pour Loto-Québec en 1991. La PME a alors gagné le gros lot, puisqu'elle a ensuite travaillé de concert avec la société d'État pour créer les lotos « Atout » et « Super 7 », et obtenu le contrat pour remplacer ses 8250 terminaux quelques années plus tard. « Ce contrat d'une valeur de 73 millions s'est terminé l'année dernière », mentionne M. Desjardins. Récemment, l'entreprise a vendu les même terminaux à une loterie du Mexique spécialisée dans le jeu « keno ».

Les clients potentiels pour les terminaux et les serveurs d'ETI sont toutefois restreints. Il y cinq loteries structurées au Canada, 38 aux États-Unis et 80 ailleurs dans le monde, précise le PDG, et ces sociétés renouvellent leur parc de terminaux aux cinq ans seulement. ETI se bat aussi contre deux concurrents importants : la société américaine G-Tech, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard \$ US par année, et son principal rival, Scientific Games, qui enregistre des revenus de 500 millions \$ US.

En tout, une dizaine de concurrents luttent pour la plupart des appels d'offres dans le monde. Alors, comment se démarquer dans un tel contexte ? « Le réseau doit être très fiable et facile à utiliser », répond M. Desjardins. Pour faire sa place, la PME cherche aussi à créer des alliances. Elle s'est d'ailleurs associée avec IBM dans un appel d'offres pour remplacer les quelque 8000 terminaux de la Loterie nationale belge. L'entreprise ne remporte pas beaucoup de contrats, mais gagner un appel d'offre peut tenir son usine de Varennes occupée pendant des mois.



André Desjardins, président et directeur général d'ETI, entend diversifier l'utilisation de ses terminaux de loterie qui pourront désormais vendre des billets de cinéma ou des places pour un match de hockey.

› Président et directeur général :	André Desjardins
› Nombre d'employés :	Entre 50 et 100 selon le niveau de production
› Produits :	Terminaux de loterie, serveurs, logiciels
› Marchés :	Canada, États-Unis, Mexique, Vietnam, Europe
› Prix d'un terminal :	Entre 5000 et 10 000\$

ETI est présentement finaliste pour obtenir deux importants contrats auprès de la Ontario Lottery and Gaming Corporation (OLGC) et la Loterie nationale belge, qui sont l'équivalent de Loto-Québec. « Si les deux contrats arrivent en même temps, nous allons devoir

agrandir ou fonctionner sur deux quarts de travail », dit M. Desjardins. En attendant, ETI débutera sous peu l'assemblage de terminaux destinés au Vietnam. Les activités de son usine de Varennes sont donc en dents de scie, selon les contrats obtenus. Si elle obtenait

les contrats de l'Ontario et la Belgique par exemple, c'est près de 150 millions de contrats que l'entreprise décrocherait.

Valideuse multimédia

Pour ETI, les affaires sont quitte ou double, et il ne faut pas bluffer pour obtenir des contrats. Le succès de l'entreprise repose donc dans la recherche, et près de 40 ingénieurs et informaticiens travaillent sur de nouveaux produits. Le petit dernier s'appelle V3 Elite et il est dans la course pour remplacer, entre autres, les terminaux désuets de l'Ontario et de la Belgique. « C'est un appareil avec de l'intelligence, comme un ordinateur, qui utilise même l'Internet en réseau fermé », souligne M. Desjardins.

Les terminaux de loterie deviennent d'ailleurs de véritables instruments multimédias. Le modèle V3000 vendu à Loto-Québec possède un écran tactile et une fonction permettant d'entraîner de façon virtuelle le commis d'un dépanneur. Le V3 Elite contient pour sa part des fonctions audio et vidéo, comme un lecteur CD et DVD, afin de diffuser de la publicité.

Au-delà de ces accessoires, ces puissants ordinateurs ne doivent jamais faillir, précise André Desjardins. « L'achat de loterie n'est pas quelque chose de planifié et si la machine ne fonctionne pas, il y a des pertes de revenus immédiates. Le réseau doit donc être très fiable », soutient-il.

Avec son V3 Elite, M. Desjardins espère conquérir de nouveaux marchés, en Europe de l'Est notamment. L'entreprise songe également à élargir son champ d'expertise et devenir elle-même exploitante de loterie à long terme. « Nous sommes peu présents aux États-Unis parce qu'il faut souvent exploiter la loterie au complet comme sous-traitant », dit M. Desjardins.

ETI songe également à d'autres secteurs que la loterie puisque le V3 Elite est conçu pour imprimer sur différents types de papiers. « C'est un terminal transactionnel qui permet de vendre autant des permis de chasse que des billets de cinéma ou d'événements sportifs », dit M. Desjardins.

ETI parie maintenant sur son deuxième virage, celui des années 2000.

La Baie d'Hudson encaisse une perte

Reuters

TORONTO — La Compagnie de la Baie d'Hudson a encaissé une perte au troisième trimestre, attribuée aux soldes et au ralentissement des dépenses des consommateurs à la suite des attentats aux États-Unis, a indiqué la société hier.

Un changement aux pratiques comptables a toutefois permis au plus grand détaillant canadien d'afficher un bénéfice net de 4,5

millions, soit trois cents l'action, pour le trimestre terminé fin octobre. À pareille période l'an dernier, La Baie subissait une perte de 15,2 millions, ou 21 cents l'action.

En excluant le gain de 11,5 millions provenant du changement comptable, la plus vieille société du pays a réalisé une perte de 7 cents l'action.

Trois analystes sondés par la firme de recherche Thomson Financial/First Call tablaient sur une perte de 5 à 8 cents par action.

Les ventes du plus récent trimestre se sont chiffrées à 1,76 milliard, en baisse de 0,5 % par rapport aux 1,77 milliard de la même période l'an dernier.

Les ventes de la bannière La Baie ont reculé de 2,6 %, alors que celles des magasins à escompte Zellers ont grimpé de 0,8 %, une progression provenant uniquement des revenus accrus tirés des cartes de crédit corporatives.

Le marché a bien réagi aux résultats dévoi-

lés, le titre de la compagnie effaçant une partie des pertes subies plus tôt en séance pour se transiger à 14,31 \$ à la Bourse de Toronto, en baisse de 8 cents.

L'action a chuté de 16 % depuis les attentats du 11 septembre, qui ont lourdement pesé sur la confiance des consommateurs. Le sous-indice des marchandises de la Bourse de Toronto n'a cédé que 1,3 % au cours de la même période.

TAUX DE LOCATION DE 3.9% SUR VOLVO 2001

Autos de courtoisie, démonstrateurs et modèles neufs, le plus grand choix à Montréal.

S40

VOITURE DE COURTOISIE

0\$ COMPTANT

S6024

3999\$ COMPTANT

S80T6

6900\$ COMPTANT

399\$*

429\$*

599\$*

La berline la plus performante chez VOLVO avec ses 268 chevaux

UPTOWN VOLVO

4900, rue Paré 737-6666

www.uptownvolvo.com

* Paiement mensuel basé sur un bail de 48 mois, 20 000 km par an inclus, 8¢ par kilomètre additionnel pour les S40 et S60 et 16¢ pour la S80, taxes et immatriculation en sus. Livraison d'ici au 30 novembre 2001. Frais de 1.050\$ pour transport et préparation.

pour la vie

Le Cercle Canadien de Montréal

Présente : Pierre J. Jeanniot, O.C.

Directeur général et chef de la direction

Association du transport aérien international

Titre de l'allocution : "La globalisation et ses enjeux pour le transport aérien"

Le lundi 3 décembre 2001 à 12 h

Le Reine Elizabeth, Grand salon

Commanditaire du dîner : Samson, Bélair, Deloitte & Touche

Partenaire principal : Bell

Commanditaires de Saison : Ernst & Young, Fasken Martineau

Thème : L'impact du libre échange et de la globalisation sur les entreprises, par conséquent, sur la société canadienne

Billets

- Non-membre : 65 \$ (taxes incluses)

- Table de 8 : 500 \$ (taxes incluses)

- Table de 10 : 620 \$ (taxes incluses)

Réervations ou annulations avant le vendredi 30 novembre, 12 h

Tél : (514) 398-0333

Remise d'une bourse de la Fondation Armand-Frappier commanditée par Supratek Pharma inc.

De gauche à droite : M. Yves St-Pierre, directeur de recherche, M. Pierre Lemieux, directeur, département de thérapie génique, Supratek Pharma inc., Mme Mélanie Demers, inscrite au programme de maîtrise en virologie et immunologie qui reçoit une bourse de 11 400 \$, M. Sinh LeQuoc, directeur scientifique de l'INNRS et M. Clément Joly, président de la Fondation Armand-Frappier.

DU CARACTÈRE!

Tous les dimanches dans La Presse

LECTURES

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de la CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LTÉE

* Modifications aux renseignements déjà publiés.

A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ; X = supplémentaire ; E = extraordinaire.

Raison sociale	Date insc.	Date d'ass.	Type d'ass.
Access International Education*	21 nov.	8 jan.	A
Almaden Resources Corporation*	2 nov.	21 déc.	A
Avalon Ventures Ltd.	10 jan.	21 fév.	AG
Black Ice Capital Corp.	13 déc.	31 jan.	A
British Group Realty Corp.	12 déc.	22 jan.	AGE
Canoil Exploration Corporation*	6 nov.	28 déc.	AG
Cars4u.com Ltd.	10 jan.	27 fév.	AG
Cons. Trillion Res. Ltd.	10 déc.	25 jan.	AG
Consolidated Abaddon Resources	17 déc.	21 jan.	AG
Consolidated AGX Resources Cor	20 nov.	25 jan.	A
Constat Exploration Inc.	10 déc.	19 jan.	AGS
CBX Ventures Inc.	13 déc.	21 jan.	A
CDA International Inc.	17 déc.	22 jan.	AG
Developer Ventures Inc.	27 nov.	31 jan.	AGS
Diadem Resources Ltd.	14 déc.	28 jan.	AG
Estaton.com Inc.	27 déc.	31 jan.	S
Excel Innovation Fund	14 nov.	14 déc.	S
Excellon Resources Inc.	13 déc.	31 jan.	AG
Fairfield Minerals Ltd.*	2 nov.	20 déc.	AG
Foremost Industries Inc.*	9 nov.	18 déc.	S
Gammon Lake Resources Inc.	30 nov.	4 jan.	AS
Goldbelt Resources Ltd.	14 nov.	21 déc.	AG
Leasoft Corporation	12 déc.	16 jan.	AS
Les Restaurants Sportscene Inc.	12 déc.	16 jan.	AG
Logix Enterprises Inc.*	14 déc.	16 jan.	AGS
Medical Ventures Corp.	11 déc.	15 jan.	E
Mishibishu Gold Corporation	17 déc.	21 jan.	AG
National Challenge Systems Inc.	7 déc.	15 jan.	A
New Nadina Explorations Ltd.	18 déc.	24 jan.	AG
Nexia Biotechnologies Inc.	12 déc.	23 jan.	AG
Nordic Oil & Gas Ltd.*	13 nov.	27 déc.	AG
Northside Group Inc.	19 déc.	23 jan.	AGS
Pacific Stratus Ventures Ltd.	10 déc.	21 jan.	GS
Paradym Ventures Inc.	10 déc.	16 jan.	A
Pioneer Metals Corporation*	20 nov.	15 jan.	A
Poplar Resources Ltd.	10 déc.	21 jan.	AG
PCG Ventures Inc.	7 déc.	17 jan.	A
Quadra Resources Corp.	9 nov.	14 déc.	AG
Quartz Mountain Resources Ltd.	28 jan.	28 jan.	AG
Regent Ventures Ltd.	17 déc.	24 jan.	A
Rome Resources Ltd.	16 nov.	21 déc.	S
Soc. en Comm. Gaz Métropolitain	18 déc.	6 fév.	A
Sonoma Hearing Healthcare	12 déc.	16 jan.	AG
Spyn Corporation	17 déc.	23 jan.	AS
Staront Technologies Inc.*	24 oct.	19 déc.	AS
Stellar Pacific Ventures Inc.	13 déc.	29 jan.	A
Superior Mining Corporation	13 déc.	29 jan.	AGS
Tellus Gold Mining Company Inc.	14 déc.	19 jan.	AGS
Terbec Inc.	17 déc.	24 jan.	AG
Thrilltime Ent. Int'l Inc.	11 déc.	25 jan.	AG
Trans-Orient Petroleum Ltd.	10 déc.	18 jan.	AGS
Turbo Genet Inc.	10 déc.	23 jan.	A
Valley High Ventures Ltd.	3 jan.	11 fév.	A
Venstone One Capital Corp.*	12 nov.	21 déc.	A
Videoflicks.com Inc.	10 déc.	14 jan.	AG
Wastecore Int'l Investments	4 déc.	31 déc.	AS
Wrapture Limited*	14 nov.	31 déc.	AGS

L'investissement éthique se répand

HÉLÈNE BARIL

DE PLUS EN PLUS d'investisseurs, et même M. et Mme Tout-le-Monde, s'intéressent à la conduite des entreprises dans lesquelles ils investissent et dépensent leur argent. C'est ce qui explique que l'investissement responsable gagne en popularité aux États-Unis et surtout au Canada.

Un premier bilan des assemblées d'actionnaires des grandes entreprises tenues en 2001 indique en effet une « progression significative de la conscience sociale des actionnaires », estime l'auteur de la compilation, François Rebello, qui est directeur du Groupe investissement responsable à la firme de courtage Demers Conseil.

Cette année, 122 propositions à caractère social ont été soumises au vote des actionnaires dans autant de grandes entreprises, américaines pour la plupart. Ces propositions, dont le nombre était le même que

l'année dernière, ont suscité plus d'appuis des grands investisseurs institutionnels, qui sont les plus importants actionnaires de ces entreprises.

Il s'agit de propositions diverses concernant l'équité au travail, le respect des droits humains, la protection de l'environnement et l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés. Les propositions les plus populaires ont reçu en moyenne 14 % du vote, et les moins populaires en ont reçu autour de 5 %. Même s'ils paraissent modestes, ces pourcentages représentent quand même plusieurs milliards de dollars en investissements et les entreprises ne peuvent les ignorer, souligne François Rebello.

Ainsi, une proposition soumise à l'assemblée des actionnaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson a obtenu 15 % du vote des actionnaires et a conduit la direction à s'engager à renforcer son code de conduite envers ses fournisseurs, pour

s'assurer qu'aucun d'eux ne violent les droits humains. C'est souvent plus pour améliorer leur image que par conviction que les gestionnaires de caisses de retraite votent en faveur des propositions à caractère social. Aucun d'eux ne peut en effet se permettre de laisser entendre qu'ils sont contre l'équité ou pour la dégradation de l'environnement. « C'est grâce, au moins en partie, à l'effet d'entraînement basé sur la peur d'entacher leur image auprès de leurs cotisants ou leurs clients que les grands acteurs financiers en viennent à développer leur conscience sociale », reconnaît François Rebello.

Seulement deux entreprises canadiennes font partie du bilan préparé par Demers Conseil, La Compagnie de la Baie d'Hudson et Sears Canada. C'est toutefois dans ces deux entreprises que les propositions à caractère social ont obtenu le plus d'appuis, ce qui s'expliquerait par le fait les travailleurs cana-

diens ont leur mot à dire dans la gestion de leurs caisses de retraite, ce qui est rarement le cas aux États-Unis.

Au Québec, où l'investissement éthique a été longtemps la préoccupation des seules communautés religieuses, la conscience sociale se développe lentement mais sûrement. Les gestionnaires des caisses de retraite publiques commencent à embarquer, note François Rebello.

La Fédération des travailleurs du Québec, qui gère elle-même une importante caisse de retraite, le Fonds de solidarité, a plaidé publiquement pour une gestion responsable des caisses de retraite. « Il ne faudrait pas s'étonner de voir les gestionnaires de portefeuille bouger pour s'ajuster à la demande », dit M. Rebello.

D'autres événements peuvent contribuer à faire augmenter la demande de « conscience sociale ». Par exemple, l'Association pour la

protection des petits épargnants du Québec proposera en 2002 aux actionnaires des grandes banques canadiennes de faire cesser les activités de ces institutions dans les paradis fiscaux internationaux. Cette initiative devrait faire partie du bilan de Demers Conseil l'an prochain.

En outre, le député du Bloc québécois à Ottawa, Stéphane Tremblay, a déposé récemment un projet de loi privé inspiré de ce qui se fait ailleurs dans le monde pour encourager les gestionnaires des caisses de retraite à faire preuve de conscience sociale dans leurs investissements. L'initiative du député contribuerait à éveiller les consciences, selon François Rebello. Ainsi, dit-il, le gouvernement du Québec pourrait s'en inspirer pour instaurer le principe de l'investissement responsable dans les caisses de retraite qui sont sous juridiction.

Baisse des profits à la Financière Desjardins-Laurentienne...

Reuters

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE Desjardins-Laurentienne a vu son bénéfice fondre presque de moitié au troisième trimestre, malgré une hausse de ses revenus liée à des acquisitions.

La société qui chapeaute les activités d'assurance, de fiducie et de courtage du Mouvement Desjardins a ainsi fait état hier d'un bénéfice de 19,6 millions pour le trimestre terminé fin septembre, contre 34,4 millions à pareille période l'an dernier.

Le vice-président finances de la société, Norman Turnbull, a attribué ce recul à une révision à la baisse de la valeur de certains placements afin de refléter la chute des cours boursiers. Une hausse des prestations d'assurance-vie a aussi pesé sur le bénéfice.

« Nous avons réévalué un certain nombre de titres à la baisse », a confié le vice-président.

« Nous n'entrevoions pas d'ajustements d'une aussi grande ampleur au prochain trimestre », a-t-il dit.

Les revenus consolidés ont pro-

gressé de 5 %, passant de 795,6 millions à 836,6 millions, portés par une hausse des primes nettes de 23 %, qui ont atteint 646 millions.

Les charges d'exploitation ont légèrement augmenté, passant de 219 millions à 224 millions, en raison principalement de l'ajout des frais d'exploitations des nouvelles filiales d'assurance de dommages.

L'actif total de la société s'établissait à 12,8 milliards au 30 septembre dernier, en hausse de 700 millions depuis le début de l'année grâce en bonne partie au rapatriement de certaines activités obligataires auparavant effectuées par la Caisse centrale Desjardins.

Malgré le recul du troisième trimestre, la société demeure plus profitable que l'an dernier, ayant amassé un bénéfice de 78,2 millions depuis le début de l'année.

... et à la CIBC

Presse Canadienne

TORONTO — En raison du ralentissement de l'économie, la Banque CIBC a vu reculer ses profits et a annoncé hier qu'elle abolira 300 postes de travail, en sus des 2000 annoncés récemment.

Des frais de restructuration ont tiré vers le bas les résultats au dernier trimestre et sur l'ensemble de l'exercice, bouclé le 31 octobre.

Une charge de 207 millions a été inscrite pour financer notamment ces 2300 abolitions de poste, expliquait hier le président John Hun-kin.

En octobre, pendant que le déclin du marché des actions frappait son activité de courtage, la CIBC avait augmenté sa provision du trimestre pour créances douteuses, éliminé 2000 postes et cédé pour presque 1 milliard de mauvaises créances ; cette cession a causé une perte de 157 millions.

Au quatrième trimestre, le bénéfice net de 242 millions représen-

tait un plongeon par rapport aux 460 millions dégagés un an plus tôt. Pour l'exercice annuel, le bénéfice net totalise 1,68 milliard, en recul sur les 2,06 milliards affichés en 2000.

Du montant total de restructuration, 73 millions ont dû être attribués à la division du commerce électronique ; une bonne partie de cela doit couvrir les activités d'Amicus aux États-Unis.

La division du courtage, CIBC World Markets, a nécessité une charge de 63 millions.

Au dernier trimestre, la CIBC a porté la provision pour créances à 403 millions, comparé à 254 millions au trimestre précédent.

Par ailleurs, la semaine dernière, la CIBC annonçait une emplette de plus de 600 millions, soit le rachat de Merrill Lynch Canada à laquelle la maison mère, de New York, avait renoncé.

Hier à la Bourse de Toronto, l'action de la CIBC avançait de 0,10 \$ pour clore à 54,50 \$.

À la demande générale...

Nous serons ouverts pour
le repas du midi
à compter du
3 décembre

Veuillez réserver par téléphone

Moishe's
3961, boul. St. Laurent

(514) 845.3509

www.moishessteakhouse.com • Stationnement gratuit



Moishe's

**VOUS MÉRITEZ CE QU'IL Y A DE
MIEUX AU MONDE...UNE ROLEX.**



ROLEX

BIJOUTERIE
ITALIENNE

DEPUIS 1959

La Bijouterie Italienne est fière de vous
offrir la tradition d'excellence en horlogerie.

VOTRE BIJOUTIER AGRÉÉ ROLEX.

192, rue St. Zotique est, au coeur de la Petite Italie 279-5585

C-com
Satellite Systems Inc.

**Accès Internet
HAUTE VITESSE
par satellite**



Partout et en Tout Temps...

C-COM Satellite Systems
offre

**L'accès Internet bidirectionnel
à haute vitesse par satellite**

partout au Canada!

- Aucune ligne téléphonique requise
- Accès illimité
- Rapide, abordable et facile à installer

Pour connaître le détaillant le plus
proche, contactez-nous :
par téléphone : 877-463-8886
par courriel : info@c-comsat.com

Visitez-nous en ligne : www.c-comsat.com

C-com
Satellite Systems Inc.

**réseau
gestion
UQAM**

BRAVO! ★★ ★
**FÉLICITATIONS AUX LAURÉATS
PRIX PERFORMANCE 2001**

MARIO PLOURDE (B.A.A. 85)

Président et chef de l'exploitation, Groupe produits spécialisés, Cascades

GISÈLE APRIL-FORTIER (B.A.A. 72)

Présidente-directrice générale du Collège April-Fortier

LUC DESJARDINS (M.B.A. 93)

Président et chef de l'exploitation, Groupe Transcontinental



Réseau Gestion UQAM, l'association des diplômés de l'École des sciences de la gestion, honoraire, le 12 novembre dernier, trois de ses diplômés à l'occasion de la 11^e édition du Gala-Bénéfice Prix Performance, sous la présidence d'honneur de M. Réal Raymond, président et chef de l'exploitation, Banque Nationale. Dans l'ordre habituel, nous retrouvons M. Mario Plourde, Mme Gisèle April-Fortier, ainsi que M. Luc Desjardins, nos trois lauréats.

**BANQUE
NATIONALE**

Meloché Monnex • Pouliot/Mercure avocats • Fondation de l'UQAM • Bell • Caron, Bélanger, Ernst & Young • Visa Desjardins
Banque Laurentienne • Bureau des diplômés de l'UQAM • A. Lassonde • Astral Media • Monster.ca • École des sciences de la gestion de l'UQAM
La Presse • Vacances Air Transat • Atlas Marchand de Vins • Scabinini Media • Radius Publicité • Myriade

Bell Zinc.ca : un an et 250 000 membres



LIETTE D'AMOURS
COMMERCE ÉLECTRONIQUE
collaboration spéciale
liette.damours@cefrio.qc.ca

À l'aube de son premier anniversaire, Bell Zinc.ca fait le point. Selon ses promoteurs, ce portail destiné aux petites et moyennes entreprises canadiennes serait devenu la destination d'affaires Internet la plus courue au pays, et desservirait aujourd'hui près de 250 000 membres. Ainsi, une PME sur quatre y trouverait les outils et le contenu nécessaires pour effectuer du commerce électronique interentreprises.

Et que retrouve-t-on sur ce site ? « Bell Zinc offre principalement trois choses, précise Luc Filiatreault, président et chef de l'exploitation de l'entreprise. Une foule de produits et de services pour permettre aux PME d'augmenter leurs ventes ; des outils et du contenu pour améliorer leur efficacité de gestion et sauver du temps, et enfin une place d'affaires électroniques pour se procurer des biens et services à des prix concurrentiels. »

De façon plus spécifique, la section destinée aux ventes propose l'Annuaire commercial. Disponible en 16 langues, cet outil répertorie plus d'un million d'entreprises d'ici et d'ailleurs, sous plus de 65 000 catégories de produits et services. Un genre de Pages jaunes électroniques pour gens d'affaires. Par cette application, un fournisseur peut, par exemple, annoncer ses produits pour environ 50 \$ par mois. Peuvent également se greffer à ce système des fonctions qui permettent aux PME de recevoir des

appels d'offre en ligne, de se constituer un catalogue électronique ou encore un site transactionnel.

Des services à la carte

Pour économiser du temps, Bell Zinc loue aussi une gamme d'outils en ligne : messagerie unifiée, logiciels comptables, collecticiels (*groupware*), etc. Ces services sont offerts à la carte et leur taux varie entre 15 \$ et 50 \$ par mois. « Nouveau, le service de messagerie unifié, regroupe tous les messages, qu'ils proviennent d'un téléphone, d'un télécopieur ou du courriel, dans une seule et même boîte de réception accessible par téléphone, cellulaire ou par un ordinateur branché sur Internet, explique Luc Filiatreault. De quoi occuper les quelques heures que l'on passe quotidiennement dans la circulation ! »

En outre, cette section donne accès à du contenu gratuit. On y retrouve des jeux questionnaires, des listes de contrôle, des articles de fond sur des problématiques reliées aux ressources humaines, à la comptabilité, au marketing, à l'exportation, etc. « Bien que le but ultime du site soit d'inciter toutes les entreprises à faire des affaires électroniques, l'orientation et les contenus débordent largement de ce cadre. Quand nous avons lancé le site en janvier dernier, nous avons bien constaté que bon nombre de PME n'avaient pas encore pris le virage. Nous avons donc réajusté notre tir pour rejoindre encore plus de monde », précise Luc Filiatreault.

Société distincte ?

Sur les 250 000 entreprises qui fréquentent Bell Zinc, environ 15 % proviennent de l'Ouest canadien (Alberta, Colombie-Britannique), 40 % de l'Ontario et le reste du Québec. Toutefois quand on se promène sur le site, on a davantage l'impression qu'il s'adresse à des Anglo-Saxons. Pourtant, ce portail



Luc Filiatreault, président et chef de l'exploitation de l'entreprise.

est bilingue et presque miroir. Pour se reconnaître, les Québécois auraient-ils besoin de contenus spécifiques et non seulement traduits, d'études de cas qui relatent l'expérience de leurs pairs ?

Les promoteurs de Bell Zinc

sont-ils conscients de cette réalité ? « Tout à fait, reconnaît l'ancien dirigeant d'Informission (aujourd'hui NuRun). Pour corriger cette situation, nous projetons de personnaliser le site non seulement par secteurs géographiques, mais aussi

par secteurs d'activités. Nous ne sommes toutefois pas encore rendus là dans notre développement. Il faut marcher avant de courir. »

Autre critique : plusieurs observateurs de la scène Internet reprochent à Bell Zinc un certain manque de substance. « Il est clair que la première génération du site comportait quelques faiblesses, avoue Luc Filiatreault. Toutefois, nous avons relancé une version beaucoup plus consistante à la mi-septembre. Une version qui plaît davantage à la clientèle. D'ailleurs, tous nos indicateurs nous le démontrent que ce soit sur le plan des ventes, du nombre d'utilisateurs, etc. Il est cependant clair que nous devons encore évoluer et pour ce faire, nous allons ajouter d'autres services. »

En tant qu'améliorations, Bell Zinc prévoit offrir non seulement plus de logiciels en mode ASP (Application Service Providing) mais aussi une gamme de services informatiques des plus complètes. « Afin de pouvoir se concentrer davantage sur leurs activités, les entreprises réclament de plus en plus l'impartition totale de leurs besoins informatiques : ordinateurs, câblage, logiciels, installation, entretien et service. Une facture par mois et le tour est joué. Le genre de service qui n'était, jusqu'à maintenant, accessible qu'aux grands de ce monde : Desjardins, Banque Nationale, etc. C'est cette tangente que nous allons prendre : proposer des modèles ASP, de plus en plus sophistiqués, qui vont bien plus loin qu'une simple licence Word ou Excel », conclut Luc Filiatreault.

Liette D'Amours est directrice, communication et marketing, au CEFRIO.

EN BREF

Rachat d'actions chez Ivaco

LA SOCIÉTÉ de métallurgie Ivaco rachètera jusqu'à 2,1 millions de ses actions subalternes avec droit de vote, soit 10 % de ce type d'actions en circulation. L'entreprise les acquerra au cours du marché en vigueur au moment de l'acquisition et l'offre sera en vigueur jusqu'à fin novembre 2002 ; toutes les actions ainsi rachetées seront annulées. Une telle mesure permet à une compagnie de restreindre sa base de propriété, accroissant ainsi le rendement sur l'avoir des actionnaires et le bénéfice par action, deux données classiques du bilan de santé. Il y a deux semaines, Ivaco faisait part d'une perte nette de 4,8 millions, au trimestre échu le 30 septembre, par contraste avec un bénéfice net de 7,2 millions un an plus tôt, suite notamment aux pressions à la baisse sur les prix du fil machine.

Émission de débentures conclue

LA COMPAGNIE de la Baie d'Hudson a conclu hier avec succès l'émission de débentures subordonnées convertibles non garanties, portant intérêt à 7,50 % et arrivant à échéance le 1^{er} décembre 2008. Au total, un capital nominal de 200 millions a été vendu sous forme de débentures après que les preneurs fermes ont exercé leur option d'achat

sur un nombre supplémentaire de débentures représentant 50 millions en principal. La société prévoit utiliser le produit de cette émission, de même que d'autres fonds d'entreprise, pour obtenir les liquidités nécessaires au remboursement de ses débentures subordonnées de participation arrivant à échéance le 1^{er} avril 2002.

Desjardins en anglais

LA SOCIÉTÉ de portefeuille du Groupe Desjardins, assurances générales a récemment obtenu les approbations des autorités réglementaires visant l'adoption d'une nouvelle dénomination sociale. La Société s'appelle désormais Groupe Desjardins, assurances générales et Desjardins Group General Insurance. Ce changement de dénomination sociale s'inscrit dans la foulée de l'acquisition, en août 2000, de deux filiales pancanadiennes. Il vise notamment à doter l'organisation d'une dénomination sociale anglaise.

Cowie fermée temporairement

NEXFOR a annoncé hier un arrêt d'exploitation lié aux conditions du marché de la chaîne de fabrication de panneaux MDF numéro 2 à son usine européenne de panneaux à Cowie, en Écosse. Cet arrêt temporaire d'au moins neuf semaines à compter du 26 no-

vembre aidera à équilibrer l'offre et la demande sur le marché actuel très concurrentiel des panneaux de fibres de densité moyenne (MDF) au Royaume-Uni. L'arrêt d'exploitation se soldera par une réduction de production d'environ 20 000 mètres cubes, ou 136 millions de pieds carrés de panneaux MDF. Les niveaux actuels des stocks et la production de la chaîne ultramoderne de production de panneaux MDF numéro 3, installée à la fin de 1999, permettront à Nexfor de satisfaire toutes les exigences des clients. Nexfor surveillera de près les conditions du marché en janvier avant de déterminer une date de remise en marche de la chaîne de fabrication de panneaux MDF numéro 2.

Standard Life en hausse

STANDARD Life Canada a haussé son revenu-primes et dépôts de près de 12 % durant l'exercice terminé le 15 novembre. Les revenus-primes et dépôts atteignent maintenant 3,7 milliards. La hausse est principalement attribuable à une croissance appréciable de près de 18 % enregistrée dans le secteur de l'épargne et des régimes de retraite collectifs, grâce à la forte poussée de son produit vedette SLX. Les secteurs de l'assurance vie et de l'assurance maladie, tant pour le collectif que pour l'individuel, ont aussi apporté une contribution importante à la hausse des revenus. Dans ce dernier cas, le produit vedette a été sans contredit l'assurance vie universelle.

Enfin, les fonds communs de placement de la Compagnie ont connu une croissance substantielle. Les résultats de 2001 classent maintenant la Standard Life au sixième rang des compagnies d'assurance de personnes au Canada, ses parts de marché ayant progressé de façon significative pour s'établir à près de 8 %.

AGF au Japon

LA SOCIÉTÉ de Gestion AGF a conclu une entente par laquelle elle devient propriétaire minoritaire de Maruhachi Securities, une maison de courtage affiliée à Nomura Securities située à Nagoya, au Japon. En juin, AGF a lancé une famille de fonds offshore, réservés initialement au marché japonais, par l'entremise de certains distributeurs. Le Groupe de fonds Goldrings, qui est la division de fiducie internationale du parapluie offshore de AGF International Advisors Company, offre cinq fonds regroupant un large éventail de secteurs et de régions. En 2000, AGF est devenue la première société canadienne de fonds communs de placement à ouvrir une filiale de ventes au Japon, couronnant ainsi une participation dans le marché des services financiers japonais établie il y a 30 ans. AGF est une des principales sociétés de fonds communs de placement et de gestion du patrimoine au pays, avec des bureaux dans tout le Canada et des filiales dans le monde entier.

IBM Canada tire plus de revenus des services que de ses ventes d'ordinateurs

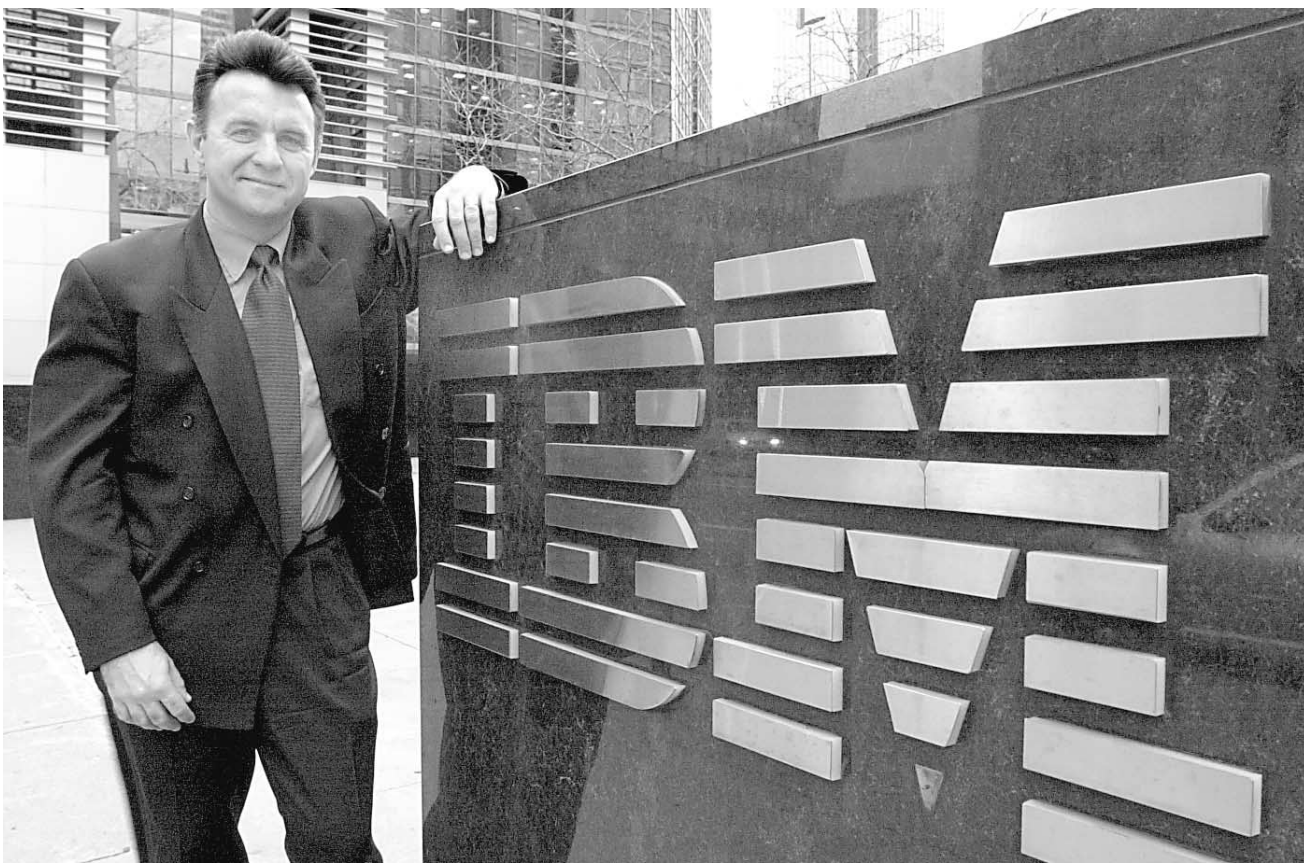
LAURIER CLOUTIER

IBM, la compagnie qui a créé l'ordinateur, tire cette année plus de revenus de la prestation de services que de la vente d'appareils.

Dans le monde, 40 % du chiffre d'affaires d'IBM provient déjà des honoraires de services. Le Canada trace la voie puisque les services y génèrent 50 % des revenus, déclare en entrevue le nouveau président d'IBM Canada, Ed Kilroy. Le Québec fait encore mieux puisque 60 % des affaires locales proviennent des services, souligne de son côté Denis Desbiens, vice-président d'IBM au Québec. La croissance vient surtout de l'interne car les fusions et acquisitions restent difficiles à rentabiliser. « On croit à la croissance interne », dit M. Kilroy.

En 2000, la vente d'ordinateurs a apporté 42,7 % du chiffre d'affaires de 88,4 milliards (tous les chiffres sont en dollars américains), par rapport à 37,5 % pour les services.

Au troisième trimestre terminé le 30 septembre dernier, IBM a toutefois réalisé 8,7 milliards dans les services par rapport à 7,8 milliards dans les appareils et 3,2 milliards dans les logiciels. Cela s'explique en partie par la chute de 21 % des ventes d'ordinateurs et la hausse dans les services et les logiciels, de 5,4 % et 9,7 % respectivement. Les fabricants de PC se livrent une guerre de prix, mais IBM Canada demeure l'un des deux leaders dans ce marché, dit M. Desbiens.



Le président d'IBM Canada, Ed Kilroy.

En 1990, Louis V. Gerstner, président du conseil et chef de la direction d'IBM, a lancé le géant dans les services et la croissance a été particulièrement forte entre 1995 et 1999. Grâce à cette diversification, IBM a pu traverser la récession de son secteur depuis un an et les attentats du 11 septembre, sans devoir se lancer dans les mises

à pied massives. Il lui arrive cependant de pratiquer l'attrition, quand un poste devient vacant, déclare Ed Kilroy. IBM Canada a 19 000 employés, dont 6500 au Québec. Le groupe détient le record mondial des brevets décrochés, depuis huit ans, et a le défi de lancer les produits sur le marché, dit Ed Kilroy.

Le président d'IBM Canada de-

puis avril dernier n'attend pas la fin de la récession dans les technologies de l'information avant l'été 2002. Et la reprise s'annonce lente, dit Denis Desbiens.

Ed Kilroy a participé hier à Montréal à un séminaire sur le commerce électronique, en forte croissance, dans le cadre d'une tournée pancanadienne. Malgré la

crise, IBM connaît des résultats solides dans les services, les logiciels et certains serveurs parce que les clients cherchent des solutions pour contrôler les coûts, augmenter leur productivité et maintenir leurs ventes, explique le président. IBM Canada hausse ainsi sa part de marché.

Plus de 400 personnes, provenant de tous les types d'entreprises, ont participé au séminaire. Le marché mondial du commerce inter-entreprises (B2B) atteindra 516 milliards cette année, en croissance de 83 %, suivie d'une hausse de 78 % l'an prochain, selon la compagnie de recherche IDC.

Le commerce électronique dépasse les simples achats et ventes et doit inclure le service à la clientèle, souligne Ed Kilroy. Les compagnies doivent intégrer leur site Internet à leurs systèmes pour connaître le succès. C'est ainsi que les magasins HMV peuvent améliorer leurs services aux clients. La Banque Royale mise de son côté sur la formation en ligne, gérée par IBM, pour 45 000 employés, qui permet de sabrer les coûts mais, pas l'expertise. IBM Canada occupe le premier rang dans le commerce électronique, dit M. Kilroy.

Enfin, le président n'écarte pas la possibilité d'implanter IBM Canada dans le quadrilatère de la Cité du commerce électronique ou dans la Zone du centre-ville, où le budget Marois a élargi les avantages fiscaux. « C'est un bon programme du gouvernement pour attirer les compagnies et IBM évalue la situation avec Québec », a-t-il dit.

Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©

La Caisse investit dans le câble en Allemagne

HÉLÈNE BARIL

CDP Capital Communications, une filiale de la Caisse de dépôt et placement, a pris une participation minoritaire dans deux entreprises de télévision par câble en Allemagne, qui rejoignent plus de 10 millions de foyers.

La Caisse et un groupe d'investisseurs internationaux se sont associés à la firme britannique Callahan Associates, qui détient une participation majoritaire dans les fournisseurs de services câblés de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Bade-Wurtemberg, deux entreprises acquises de Deutsche Telekom.

La transaction, qui vient d'être approuvée par les autorités réglementaires de

l'Union économique européenne, avait été rendue publique le 11 septembre et compte tenu des événements survenus à New York ce jour-là, elle était passée inaperçue.

Deutsche Telekom, qui détenait le monopole de la télévision par câble en Allemagne, a été forcée par la Commission européenne à se départir de cette activité pour favoriser la concurrence. Sept des filiales régionales de télévision par câble ont été achetées par le groupe américain Liberty Media, une autre par la firme britannique Klesh et les deux autres par Callahan et des investisseurs associés.

En plus de la Caisse de dépôt, les autres investisseurs sont Blackstone Capital Partners, la firme américaine que la caisse avait empêché d'acheter Provigo en 1993,

Banc of America Equity Partners, Banco Santander Central Hispano, Merrill Lynch, Angelo Gordon, The Edward P. Bass Group et The Lightyear Fund.

Le montant de la transaction n'a pas été divulgué. Selon certaines informations qui ont été publiées dans la presse européenne, Deutsche Telekom aurait encaissé 10 milliards d'euros de la vente de ses neuf filiales de télévision par câble.

La Caisse de dépôt n'a pas voulu non plus préciser le montant de son investissement en Allemagne. Il s'agit d'un investissement minoritaire qui sera incorporé au portefeuille de CDP Capital Communications, a fait savoir la porte-parole Lucie Frenière.

TECHNOBRÈVE

Plus sociables que la moyenne

LES INTERNAUTES britanniques sont plus sociables que la moyenne de leurs concitoyens et ne méritent pas leur image de reclus, selon une enquête parue hier. Près d'un tiers des internautes font partie d'un mouvement collectif ou associatif, contre moins d'un quart pour le reste de la population, selon le Centre national de recherche sociale, qui a interrogé 3000 personnes. Les internautes ont une plus grande propension à faire confiance à autrui et à se dévouer pour du bénévolat que ceux qui n'ont jamais utilisé Internet. Ils ne délaissent pas amis et famille pour passer leur temps devant l'ordinateur : ils passent seulement moins de temps devant la télé », explique Andrew Oswald, un professeur de l'Université de Warwick ayant participé à l'étude.

Reuters

Le lunch Au choix table d'hôte ou à la carte
11 h 30 à 15 S.V.P. Réservé pour les
13, 14, 19, 20 et 21 décembre

Certificats-cadeaux

Le cadeau idéal pour toute occasion...
• Comme cadeau d'anniversaire
• En reconnaissance de services
• Utilisation personnelle

De plus, vous pouvez vous les procurer par courrier, téléphone, télécopieur ou en personne.

Nous regrettons, mais nous ne pouvons offrir le service de valet pour l'heure du lunch. Notre service de valet gratuit débute à 17 h tous les jours.

Merci de votre compréhension.

gibbys

298, place d'Youville, Montréal

Téléphone : (514) 282-1837
Télécopie : (514) 282-9771
www.gibbys.com

MARCHÉ AUX PUCES

7 jours consécutifs

pour seulement 24,99 \$*
pour 3 lignes

1,19 \$* par ligne additionnelle par jour
*taxes en sus

LES PETITES ANNONCES

La Presse
cyberpresse.ca

987-VENDU
sans frais 1 866 987-VENDU (8363)

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication. Cette offre s'adresse uniquement aux particuliers.

AVIS AUX PORTEURS DE PARTS DU FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE MACKENZIE

Avis est donné par les présentes que, en sa qualité de gérant du Fonds du marché monétaire Mackenzie, Corporation Financière Mackenzie a l'intention de créer des parts de série B du Fonds du marché monétaire Mackenzie. Ces parts seront offertes à la souscription publique par l'intermédiaire des courtiers indépendants, sur prospectus simplifié, à compter de 30 jours après la date de cet avis ou de la date à laquelle toutes les instances de réglementation des valeurs mobilières concernées auront accusé réception du prospectus simplifié du Fonds du marché monétaire Mackenzie, selon la dernière de ces dates. Ces nouvelles parts de série B viendront s'ajouter aux parts de série A qui existent déjà pour le Fonds.

FAIT à Toronto (Ontario), le 21 novembre 2001.

Par W. Sian B. Brown
Secrétaire de Corporation Financière Mackenzie et du Fonds du marché monétaire Mackenzie
150 Bloor Street West, Suite 300
Toronto (Ontario) M5S 3B5

JAF

Marques reconnues
PRIX DE GROS ET SERVICE DE BOUTIQUE

Vestons et manteaux 50% de 100% cachemire rabais

Chandails polo et mock faits en Italie à partir de 40\$

Complets à partir de 250\$
Prix cour. : 475 \$

Parka 3/4 à partir de 99\$

Taxes et retouches incluses.
Service de tailleur sur place. Vaste choix de vêtements et d'accessoires de marques reconnues pour hommes au prix de gros.

900, boul. Décarie • St-Laurent
Tél. : (514) 744-0985

Côte-Vertu
1140, av. Union • Montréal
Tél. : (514) 877-9888
Coin René-Lévesque

Le Super Centre Nissan de Montréal vous offre des SPÉCIAUX SANS-SOUCI

Location Sans-Souci, Assistance routière Nissan et un garage recommandé par la CAA

Cité NISSAN

www.citenissan.com

3500 JEAN TALON WEST
(Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur
(514) 739-3175

SENTRA 2002
LOUEZ LA POUR AUSSI PEU QUE
219\$ PAR MOIS*

ALTIMA ET PATHFINDER 2002 SONT DISPONIBLES!

MAXIMA 2002
LOUEZ LA POUR AUSSI PEU QUE
399\$ PAR MOIS*

*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont offertes à titre d'illustration seulement.

VOITURES NEUVES ET D'OCCASION, PIÈCES ET SERVICE

Meubles de qualité exclusive

SOLDE d'échantillons

La plus grande salle d'exposition à Montréal

3155, rue Deville
(514) 725-5295

KAINS

Ça liquide chez Cott



MICHEL GIRARD
TRANSACTIONS D'INITIÉS

Les breuvages Cott ont vu trois de leurs hauts dirigeants liquider une partie des actions qu'ils détiennent. Ainsi, Colin John Adair s'est départi d'un bloc de 99 900 actions ordinaires et les a vendues au prix moyen de 25,00 \$. Il lui en reste un bloc de 25 000 actions. Son collègue de la haute direction, Mark Benadiba, a exercé 195 000 options, et a vendu ses actions au prix moyen de 23,25 \$. Solde d'actions non encore vendues : 41 394. Enfin, notons la vente de 9500 actions de la part de Tina Dell'Aquila, au prix de 24,30 \$. Toutes ces transactions ont été exécutées en novembre.

CHEMIN DE FER CP — Un haut dirigeant

de l'entreprise, Paul Clark, a liquidé les 13 750 actions qu'il a obtenues par exercice d'options de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée. Il a cédé ses actions au prix de 27,60 \$. Cela représente une transaction qui lui a rapporté un profit brut d'environ 11,00 \$ par action. Rappelons que le conseil d'administration de CP a scindé le conglomérat canadien en cinq entreprises, dont Chemin de fer CP.

TRANSAT A.T. — Le 9 novembre dernier, Daniel Godbout a fait l'acquisition d'un lot de 2000 actions du voyageur québécois. Il les a payées 6,10 \$ pièce. Il en détient maintenant 32 702.

CHEMIN DE FER CN — Jerry Bolland, haut dirigeant de la Compagnie des chemins de fer nationaux, s'est départi des 7400 actions ordinaires qu'il a obtenues par l'intermédiaire d'un exercice d'options, au prix moyen de 37,00 \$. Les transactions lui ont rapporté 71,21 \$ l'action, pour un profit brut de quelque 250 000 \$. Les transactions ont toutes été réalisées le 19 novembre dernier. Pour sa part, James M. Foote a réduit sa position de

10 000 actions. Il a cédé ses actions au prix de 43,14 \$ US. Date de la transaction : 8 novembre.

COGNOS — Michael Urwin Potter, par le biais de la société à numéro 347674 Canada Inc., s'est départi des 113 300 actions ordinaires qu'il détenait de Cognos. Les actions ont été cédées à un prix moyen de 17,30 \$ US. Les transactions de vente ont été effectuées durant la dernière semaine d'octobre et la première semaine de novembre. M. Potter possède encore 16 646 actions de Cognos par le biais d'une autre société à numéro, 9036-8747 Québec Inc.

DOMTAR — Le haut dirigeant Roger Brear a acheté sur le marché un lot de 3500 actions. Il les a payées 8,88 \$ US. Date de la transaction : 15 novembre.

NEXFOR — Dominic Gammiero a augmenté sa position de 10 000 actions ordinaires. Prix versé : 6,66 \$ l'action. Il détient, à ce jour, un bloc de 571 875 actions de Nexfor. La transaction d'achat a été réalisée le 2 novembre dernier.

CELESTICA — Graham Thouret, de la direction, a vendu sur le marché un lot de 4000 actions, au prix de 59,00 \$ pièce. Les ventes ont eu lieu les 23 octobre et 2 novembre. Il lui reste encore un bloc de 45 000 actions de Celestica.

OPTIMUM GENERAL — La société Optimum Vie a acquis un bloc de 45 600 actions de catégorie A. Optimum Vie possède maintenant 353 500 actions. Date de la transaction : 13 novembre.

PREMDOR — Robert V. Tubbesing, de la direction, a aliéné 4200 actions, au prix de 13,80 \$. Il lui reste 38 640 actions ordinaires. La vente a été faite pendant la première semaine de novembre.

Les transactions des initiés, c'est-à-dire des actionnaires qui détiennent une position privilégiée dans les entreprises inscrites en Bourse, sont rapportées dans le bulletin hebdomadaire de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

EN BREF

Boeing supprime 2900 emplois

BOEING CO. a annoncé hier 2900 suppressions d'emplois, ce qui porte le nombre des postes supprimés depuis les attentats du 11 septembre à 14 900, soit près de la moitié des 30 000 suppressions prévues d'ici la fin 2002. Parmi les 2900 personnes touchées figurent 2100 employés de la division avions de ligne, dont les commandes ont chuté ces dernières semaines, a précisé à Reuters un porte-parole du groupe. En octobre, Boeing avait annoncé 12 000 suppressions d'emplois, effectives le 14 décembre, avec un objectif de 20 000 à 30 000 suppressions d'ici la fin de l'an prochain.

Reuters

Enbridge investit

LA FIRME CANADIENNE Enbridge Inc. a accepté de racheter une participation de 25 % dans le distributeur de produits pétroliers espagnol CLH auprès de Repsol YPF et de deux autres actionnaires, a indiqué Repsol hier. Enbridge déboursa 370 millions d'euros (520 millions de dollars canadiens) en argent pour les actions et prendra en charge une dette de 50 millions d'euros (70 millions \$ CAN), a révélé une source proche des négociations. Cepsa, contrôlée par Total-fina, et la britannique BP, sont les deux autres vendeurs, a indiqué Repsol. La société espagnole Repsol est actuellement le plus grand actionnaire de l'ancienne société d'État CLH, avec une participation de 61 %. Cepsa en détient 25 % et BP près de 8 %. Royal Dutch/Shell est aussi actionnaire, avec 5 % des titres.

Reuters

Des automobiles qui dansent

DANIEL SAINTONGE VOS ASSURANCES

collaboration spéciale

Estes-vous de ceux qui croient qu'un véhicule digne de ce nom doit avoir une chaîne stéréo en conséquence ? Si oui, vous avez changé votre radio d'auto pour un modèle « haut de gamme », intégré huit haut-parleurs, ajouté un amplificateur de hautes fréquences, puis un autre pour les basses fréquences, acheté un changeur de 60 CD ainsi que quelques autres accessoires, à moins que vous n'ayez ajouté un lecteur DVD et une télévision. Vous pouvez maintenant fièrement faire bénéficier vos passagers et quelques fois, les autres automobilistes des nouvelles performances sonores de votre automobile.

Votre investissement n'est pas automatiquement protégé par votre police d'assurance-auto. Votre assureur, sans information, est tenu de payer seulement l'équipement sonore d'origine du manufacturier de votre auto (autoradio Chryco, Delco, Nissan, etc.). Les articles 2411 et 2466 du Code civil, qui sont repris dans les dispositions générales de la police automobile du Québec, vous imposent certains devoirs : l'assuré est tenu de déclarer toute augmentation ou modification importante du risque. Si vous omettez de déclarer l'équipement sonore additionnel de votre véhicule, votre assureur peut refuser de payer vos dommages même si ceux-ci n'ont aucun rapport avec votre chaîne stéréo, en vertu de l'article 3 des dispositions générales de votre police qui reprend les dispositions du Code civil sur le sujet. Votre assureur refusera de payer vos dommages subis lors d'une collision ou d'un vol parce que vous avez un système sonore de valeur élevée sans l'avoir dit.

Les commentaires précédents s'appliquent

aussi à tous les autres équipements qui ne sont pas d'origine tels que radio-émetteur, téléviseur, ordinateur, téléphone cellulaire, etc. De plus, les supports électroniques sonores (CD, cassette, DVD, etc.) sont exclus spécifiquement de votre police automobile. Par contre, ils sont habituellement protégés par votre assurance habitation mais peuvent être sujets à une limitation et sont souvent en deçà de la franchise.

Vous informez donc votre assureur ou courtier des modifications apportées à votre véhicule en ayant soin de conserver vos preuves d'achat et d'installation. Votre assureur analysera le coût de votre système de sonorisation en fonction de la valeur et du degré de sinistralité de votre véhicule. Ensuite, il envisagera plusieurs actions.

Il peut simplement annoter votre dossier, demander une évaluation indépendante, exiger que l'équipement soit soudé ou enchaîné au véhicule, ou exiger un système d'alarme anti-intrusion ou encore un système de repérage. L'assureur a le choix des actions ; vous avez le choix de votre assureur. L'assureur peut aussi modifier votre prime pour tenir compte de la valeur accrue de votre véhicule ou exclure l'équipement sonore. Dans ces deux cas, votre assureur, depuis le 1^{er} mars 2001, pourrait annexer à votre police automobile un document appelé Formule d'avenant du Québec no 37A ou 37B - Modification de la garantie sur les systèmes de son et autres accessoires électroniques de communication. Ces avenants sont

habituellement appelés FAQ 37A et FAQ 37B.

Le FAQ 37B exclut l'ensemble des accessoires électroniques autres que ceux d'origine, ce qui signifie que votre chaîne stéréo n'est pas couverte. Le FAQ 37A indique le montant maximum payable par votre assureur pour les dommages subis à votre système de sonorisation. Rappelez-vous que votre chaîne stéréo est protégée de la même manière que votre véhicule, c'est-à-dire avec ou sans collision. Vous vous devez d'aviser votre assureur même si votre véhicule est assuré en responsabilité civile seulement. De plus, la valeur à neuf ne s'applique pas à votre véhicule et à ses accessoires, sauf exception ; donc, malgré votre investissement et les modifications à votre police d'assurance, votre assureur vous indemniserà en valeur réelle, c'est-à-dire ce qu'il paierait pour une radio de qualité ayant six mois ou deux ans d'usure.

Saviez-vous que...

... l'un des moyens les plus efficaces de diminuer les

pertes dues à un vol de véhicule est actuellement un système de repérage ?

Daniel Saintonge est courtier en assurance de dommages chez Dale-Parizeau L.M. inc., cabinet de services financiers. (514) 868-6431 www.dplm.com

LES DEVISES

(PC) Voici les taux des devises étrangères (lundi, tels que fournis par la Banque de Montréal. Les taux en devise canadienne et ils sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Afrique du Sud rand \$ 0.1695

Allemagne	mark	\$ 0.7430
Arabie saoudite	riyal	\$ 0.4432
Argentine	peso	\$ 1.65213
Australie	dollar	\$ 0.8601
Autriche	schilling	\$ 0.1055
Bahamas	dollar	\$ 1.6179
Bahrein	dinar	\$ 4.3695
Barbade	dollar	\$ 0.8358
Belgique	franc	\$ 0.03583
Bermudes	dollar	\$ 0.16179

Brésil	real	\$ 0.6605
Bulgarie	lev	\$ 0.7430
Carabes	dollar	\$ 0.6231
Chili	peso	\$ 0.00245
Chine	renminbi	\$ 0.2000
Chypre	livre	\$ 2.5291
Colombie	peso	\$ 0.000712
Corée	won	\$ 0.001305
Costa Rica	colon	\$ 0.004867
Danemark	couronne	\$ 0.1961
Egypte	livre	\$ 0.3982

Em.A.U.	dirham	\$ 0.4485
Espagne	peseta	\$ 0.00880
Etats-Unis	dollar	\$ 1.5990
Europe	euro	\$ 1.4082
Fidji	dollar	\$ 0.7305
Finlande	mark	\$ 0.2453
France	franc	\$ 0.2224
Grèce	drachme	\$ 0.004375
Guyane	dollar	\$ 0.009151
Haiti	gourde	\$ bbd

Hong Kong	dollar	\$ 0.2115
Hongrie	forint	\$ 0.00577
Inde	roupie	\$ 0.0352
Indonésie	roupie	\$ 0.000167
Irlande	livre	\$ 1.8486
Israël	shekel	\$ 0.3885
Italie	lire	\$ 0.000755
Jamaïque	dollar	\$ 0.0369
Japan	yen	\$ 0.012889
Kenya	shilling	\$ 0.0209
Koweït	dinar	\$ 5.4460

Liban	livre	\$ 0.001097
Malaisie	ringgit	\$ 0.4444
Maroc	dirham	\$ 0.1423
Mexique	peso	\$ 0.1865
Norvège	couronne	\$ 0.1832
Nouvelle-Zélande	dollar	\$ 0.6874
Pakistan	roupie	\$ 0.0280
Pays-Bas	florin	\$ 0.6604
Pérou	sol	\$ 0.0337
Philippines	peso	\$ 0.0317
Pologne	zloty	\$ 0.4026

Portugal	escudo	\$ 0.007337
Rép. dominicaine	peso	\$ 0.1011
Rép. tchèque	coronnes	\$ 0.0439
Roumanie	leu	\$ 0.000524
Royaume-Uni	livre	\$ 0.6874
Russie	rouble	\$ 0.0550
Singapour	dollar	\$ 0.8942
Slovaquie	coronnes	\$ 0.0337
Slovénie	tolar	\$ 0.006629
Uruguay	roupee	\$ 0.01770
Venezuela	bolivar	\$ 0.00221

Les cotes sont en devises canadiennes.

CONTRATS À TERME

Ventes	(100)	C/B	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net	52 sem. Haut	52 sem. Bas
S&P CAN 60								
200 \$ fois le S&P CAN 60								
Changement de 0.05 point d'indice = 10 \$								

Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
Déc.1	452.60	364.50	435.00	429.20	434.00	3.00 58373
Jan.2	0.00	0.00	0.00	0.00	434.90	0.00 0
Jan.2	0.00	0.00	0.00	0.00	436.50	0.00 0
Sept.2	0.00	0.00	0.00	0.00	439.60	0.00 0
Volume journée précédente:						2593
Intérêts en cours journée précédente:						58373

Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
Déc.1	98.00	94.48	97.76	97.72	97.75	0.04 67382
Jan.2	0.00	0.00	0.00	0.00	97.73	0.00 0
Jan.2	0.00	0.00	0.00	0.00	97.70	0.00 0
Mars2	98.06	94.45	97.71	97.60	97.66	0.06 60695
Jan.2	97.91	94.42	97.31	97.21	97.23	0.03 37611
Sept.2	97.61	94.37	96.74	96.66	96.69	0.01 25893
Déc.2	97.23	94.24	96.28	96.19	96.20	0.00 8305
Mars3	96.80	94.07	95.81	95.74	95.77	0.00 4842
Jan.3	96.40	94.14	95.37	95.37	95.37	0.00 1329
Sept.3	95.86	93.82	0.00	0.00	94.99	0.00 164
Déc.3	94.33	94.24	0.00	0.00	94.76	0.00 560
Mars4	0.00	0.00	0.00	0.00	94.59	0.00 60
Jan.4	0.00	0.00	0.00	0.00	94.43	0.00 60
Sept.4	0.00	0.00	0.00	0.00	94.28	0.00 0
Volume journée précédente:						1364
Intérêts en cours journée précédente:						206901

Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
Déc.1	108.34	102.72	104.16	103.51	103.65	0.26 69643
Jan.2	102.38	102.35	103.21	102.65	102.75	0.32 2
Jan.2	0.00	0.00	0.00	0.00	102.25	0.00 0
Sept.2	0.00	0.00	0.00	0.00	101.75	0.00 0
Volume journée précédente:						43155
Intérêts en cours journée précédente:						69643

Haut	Bas	Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
Déc.1	0.00	0.00	0.00	0.00	12.89	0.00 0
Mars2	0.00	0.00	0.00	0.00	14.39	0.00 0
Jan.2	0.00	0.00	0.00	0.00	15.24	0.00 0
Volume journée précédente:						0
Intérêts en cours journée précédente:						0

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA

Émetteur Coupon Échéance Prix Rend. Var.

Canada	9.75	1 Déc. 01	100.03	5.60	-0.01
Canada	5.50	1 Sept. 02	102.30	2.40	+0.03
Canada	6.00	1 Sept. 02	103.36	2.59	+0.06
Canada	5.25	1 Sept. 03	102.35	3.25	+0.03
Canada	7.50	1 Déc. 03	107.85	3.41	+0.03
Canada	6.50	1 Jan. 04	106.45	3.78	+0.04
Canada	5.00	1 Sept. 04	102.73	3.93	+0.04
Canada	9.00	1 Déc. 04	113.81	4.07	+0.05
Canada	6.00	1 Sept. 05	105.50	4.39	+0.07
Canada	8.75	1 Déc. 05	115.44	4.49	+0.09
Canada	7.00	1 Déc. 06	109.48	4.84	+0.13
Canada	7.25	1 Jan. 07	110.33	4.95	+0.16
Canada	6.00	1 Jan. 08	104.60	5.15	+0.23

Canada	5.50	1 Juin 09	101.20	5.30	+0.27
Canada	9.50	1 Juin 10	128.06	5.35	+0.34
Canada	9.00	1 Mars 11	125.43	5.46	+0.35
Canada	6.00	1 Juin 11	104.20	5.42	+0.33
Canada	10.25	15 Mars 14	141.22	5.57	+0.48
Canada	9.75	1 Juin 21	146.16	5.77	+0.57
Canada	8.00	1 Juin 23	125.73	5.80	+0.57
Canada	8.00	1 Juin 27	129.35	5.78	+0.65
Canada	5.75	1 Jan 28	101.15	5.66	+0.60
Canada	5.10	2 Juin 03	102.93	3.09	+0.04
Real Ret.	4.25	1 Jan 21	107.90	3.68	+0.27
Real Ret.	4.25	1 Déc. 26	109.19	3.68	+0.32

British Col.	5.70	18 Juin 29	91.94
Hydro Qué.	7.00	1 Juin 04	107.32
Hydro Qué.	8.50	15 Août 05	113.25
Hydro Qué.	11.00	15 Août 20	149.55
Manitoba	5.75	2 Juin 08	101.47
Manitoba	7.75	22 Déc. 25	116.99
N Brunswick	8.58	26 Août 02	104.28
N Brunswick	5.70	2 Juin 08	100.99
N Brunswick	6.00	27 Déc. 17	97.91
Nfld/Lab	6.15	17 Avril 28	95.31
Nova Scotia	6.60	1 Jan 27	100.87
Ontario	7.50	19 Jan. 06	110.46
Ontario	6.13	12 Sept. 07	104.34
Ontario	6.25	25 Août 28	99.57
Ontario	6.50	8 Mars 29	103.48
Hydro Ont.	5.38	2 Juin 03	103.27
Hydro Ont.	7.75	3 Nov. 05	111.11
Hydro Ont.	5.60	2 Juin 08	100.93
Hydro Ont.	7.45	31 Mars 13	112.15

LE CATALOGUE DES AFFAIRES @

C'EST LE DÉBUT DE QUELQUE CHOSE DE GROS.

LES SYSTÈMES NAS IBM : UNE ÉVOLUTIVITÉ INCROYABLE.

VOYEZ PAR VOUS-MÊME – ET NE PAYEZ RIEN AVANT 90 JOURS.



Des solutions de stockage de données hautement évolutives qui s'intègrent rapidement à votre réseau local. C'est la puissance et la flexibilité que vous offrent les produits de stockage en réseau (NAS) IBM. Voyez par vous-même. **Financez et installez un produit NAS d'IBM avant le 31 décembre 2001 et ne payez rien avant 90 jours***. Vous pourriez aussi être admissible à nos faibles taux de financement. Vous découvrirez alors que les systèmes NAS IBM rendent le partage de fichiers plus simple, plus facile à gérer. Que leur capacité grandit au rythme de votre croissance. Qu'ils offrent un support multiprotocole intégré. Qu'ils se déploient rapidement et éliminent pratiquement les temps d'arrêt. Pour en savoir plus, ou pour demander une démonstration à votre Centre de solutions TotalStorage^{MC} IBM, composez le 1 800 426-7777 et mentionnez le code de priorité 101EY002. Ou encore, rendez-vous à **ibm.com/totalstorage/nas53**. Et profitez-en pour demander votre trousse d'information NAS IBM gratuite.

Les solutions NAS TotalStorage IBM

- Activées par un système d'exploitation Windows optimisé.
- 250 vues de données Persistent True Image^{MC} pour la restauration de fichiers client, la sauvegarde sans interruption et l'élimination de fenêtres de sauvegarde.
- Outils avant-gardistes de gestion de système intégrés.
- Composants redondants pour une meilleure disponibilité du système.
- Niveaux RAID multiples pour une protection additionnelle des données sur disque.
- Partage de fichiers multiplateformes dans les environnements de systèmes d'exploitation mixtes.

Contactez le Centre de solutions TotalStorage IBM dès aujourd'hui pour une démonstration.

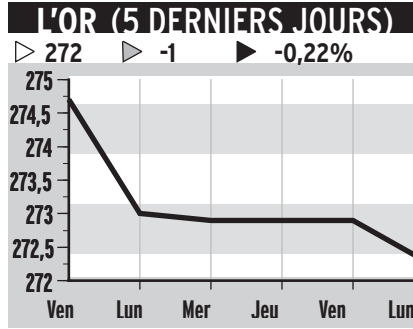
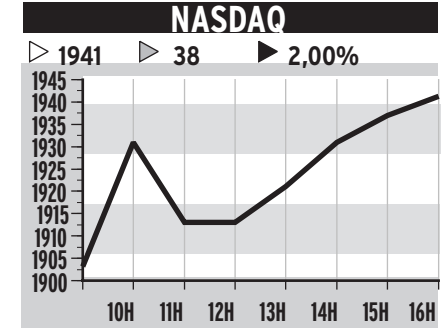
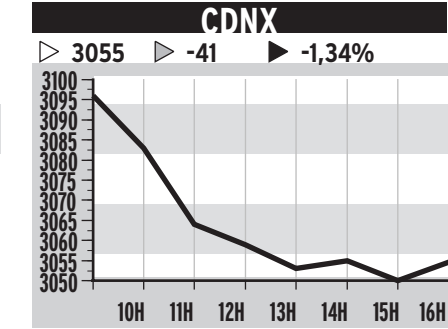
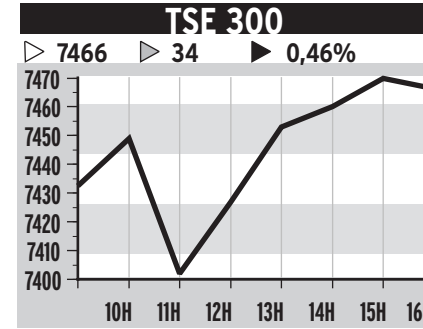
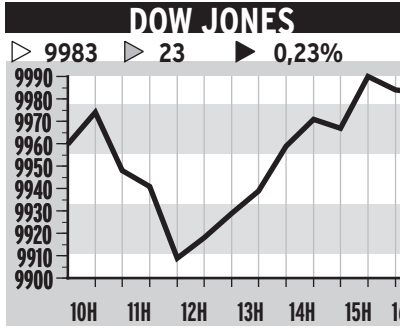
@ **ibm.com/totalstorage/nas53**

☎ **1 800 426-7777, code de priorité 101EY002**

IBM^{MD}

D10 | LA PRESSE AFFAIRES

► Fermeture ► Variation quotidienne ► Variation quotidienne en %



LA BOURSE EN BREF

CDNX

VOLUME		
Lundi	37 230 105	
Vendredi	31 137 418	

INDICES CDNX				
	Haut	Bas	Clôt	Var.
March (CDNX)	3086,6	3048,8	3054,6	-41,3

FAITS SAILLANTS

	Lundi	Vendredi
Actions nég.	5 649	4 624
Gains	174	211
Pertes	234	137
Inchangées	664	566

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Genoil Inc.	1 627 253	0,22	-0,02
Ibi Corporation	1 306 000	0,06	+0,01
Look Comms Inc.	891 700	0,05	stable
Conac Sftwr Corp	719 000	0,16	stable
Harmony Integrated	691 000	0,02	stable

NEW YORK

VOLUME		
Lundi	1 077 971 520	
Vendredi	490 990 160	

INDICES DOW JONES

	Haut	Bas	Clôt	Var.
30 Ind.	10054,5	9862,2	9982,7	+23,0
20 Transp.	2561,2	2487,7	2525,8	-9,0
15 Serv. pub.	290,33	284,08	287,21	-1,93
Compos s	2871,4	2809,2	2844,8	-1,9

FAITS SAILLANTS

	Lundi	Vendredi
Actions nég.	3 358	3 137
Gains	1 670	2 164
Pertes	1 505	744
Inchangées	183	229
Hauts 00	110	67
Bas 00	30	10

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Enron Corp.	66 232 300	4,01	-0,70
Lucent Tech.	31 709 600	8,04	-0,35
Global Crossing	21 431 200	1,69	stable
EMC Corp.	19 516 600	16,85	+0,95
Nortel Network	14 645 900	8,01	+0,07
AOL Time Warner	13 880 600	37,37	+0,61
Nokia Corp	13 230 300	25,24	+1,06

INDICES STANDARD & POOR'S

	Haut	Bas	Clôt	Var.
400 Industrielles	1345,5	1331,3	1344,9	+8,4
20 Transports	684,56	673,06	681,60	+1,30
Serv. pub.	242,89	239,33	240,22	-2,67
40 Finances	148,49	146,94	148,45	+1,30
500 Compos s	1157,8	1146,1	1157,4	+7,0
100 Compos s	596,88	590,82	596,24	+2,97

TORONTO

VOLUME		
Lundi	146 608 000	
Vendredi	95 216 000	

INDICES DE TORONTO

	Haut	Bas	Clôt	Var.
TSE 35	509,61	503,10	509,08	+4,46
TSE100	455,24	449,97	454,55	+2,32
TSE300	7473,1	7402,2	7466,4	+34,0
S & P 60			434,63	+2,06
Aurifères			4614,5	-50,12
Les financiers			10842,7	+89,9
Métals/Minéraux			4087,1	+54,9
Pétrole & Gaz			8626,6	-78,8
Industrielles			3755,7	+30,5

FAITS SAILLANTS

	Lundi	Vendredi
Actions nég.	1 250	1 204
Gains	520	516
Pertes	518	447
Inchangées	212	241
Hauts 01	13	27
Bas 01	20	12

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Nortel Networks	7 640 890	12,73	-0,26
Bombardier B	5 856 934	13,87	+0,67
Nexor Inc.	4 490 224	7,45	+0,41
360networks	3 853 455	0,20	-0,01
Sherritt Intl Corp.	3 211 328	3,88	-0,62
Bolden Ltd.	3 047 056	0,28	-0,04
ATI Technologies	2 626 022	16,56	+0,61
Kinross Gold	2 545 226	1,01	-0,03
MGI Software Corp.	1 939 907	2,04	-0,17
CGI Group Inc. A	1 890 095	11,47	+0,33

NASDAQ

VOLUME		
Lundi	1 668 413 700	
Vendredi	552 824 400	

INDICES NASDAQ

	Haut	Bas	Clôt	Var.
Composite	1941,3	1906,8	1941,2	+38,03
Industrielles	1328,1	1305,0	1328,0	+27,95
Banques	2086,5	2069,7	2086,1	+9,72
Assurances	2343,0	2320,7	2338,4	+8,50
Finances	2265,4	2232,5	2280,6	+25,43
Transports	11876,1	1193,1	1193,1	-3,94
Telecom.	250,14	244,50	249,39	+3,22

FAITS SAILLANTS

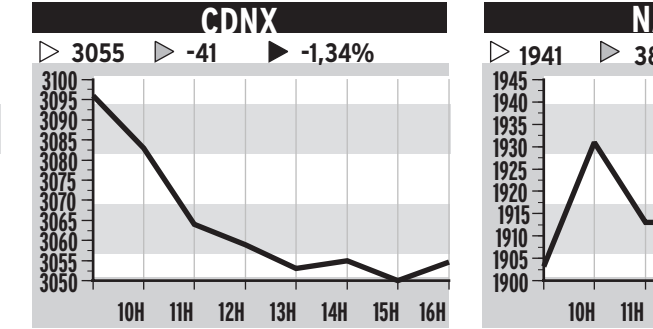
	Lundi	Vendredi
Actions nég.	4 379	4 380
Gains	2 100	2 168
Pertes	1 558	1 013
Inchangées	721	1 199
Hauts 01	103	58
Bas 01	21	9

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Clôt.	Var.
Cisco Syst.	68 312 300	19,93	+0,34
Intel Corp.	51 810 100	31,87	+0,81
Amazon.com Inc.	48 476 500	12,21	+3,13
Sun Microsystems	45 030 800	13,30	+0,50
Oracle Corp.	31 440 600	14,72	+0,38
JDS Uniphase Cp	30 284 700	11,74	+0,02

INVESTIR

LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

PROFITS (PERTES)

	(0000)	Revenus bruts (\$000)
	L'an dernier	L'an dernier

Résultats en dollars canadiens

Compagnies	Courant	Var. Courant	L'an dernier	Var.
------------	---------	--------------	--------------	------

Bqe Cdn Imp. de Commerce1686000 2060000 -18%

Crew Development Corp. (ind. minière)Vanc., C.B. Année 30 juin	(26284)	2390	—%	
--	---------	------	----	--

DataMirror Corp. (informatique)Tor., Ont., 9mois 31 oct.	(4283)	5443	—%	
--	--------	------	----	--

Greyvest Capital (serv. finan.)Tor., Ont., 9mois 30 sept.	(2200)	115	—%	
---	--------	-----	----	--

Hudson's Bay Co. (comm. de détail)Tor., Ont., 9mois 31 oct.	6447	29920	-78%	
---	------	-------	------	--

LYRtech Inc. (informatique)Québec, Qc., 1er trim. 30 sept.	(643)	(415)	—%	
--	-------	-------	----	--

Madison Pacific Prop. (soc. immob.)Vanc., C.B. 9mois 30 sept.	1342	1535	-12%	
---	------	------	------	--

Pinetree Capital Corp. (technologie)Tor., Ont., 9mois 30 sept.	(20127)	14617	—%	
--	---------	-------	----	--

Snow Leopard Res. (pétr. & gaz nat.)Calg., Alb., 9mois 30 sept.	(347)	(266)	—%	
---	-------	-------	----	--

Southward Energy Ltd. (pétr. & gaz nat.)Calg., Alb., 9mois 30 sept.	15994	5536	+188%	
---	-------	------	-------	--

Steeplejack Ind. Group. (isolation&chauf.)Edm., Alb., 1er trim. 30 sept.	0 04	0 01	+300%	
--	------	------	-------	--

Trimin Capital Corp. (soc. de gest.)Vanc., C.B. 9mois 30 sept.	(4582)	12675	—%	
--	--------	-------	----	--

	(0,27)	0,74	19821	13206 +50%
--	--------	------	-------	------------

Résultats en dollars américains

Brown Shoe (chaussures)St-Louis, MO 9mois 3 nov.	24057	31361	-23%	
--	-------	-------	------	--

Rio Narcea Gold Mines (mines d'Or)Tor., Ont., 9mois 30 sept.	(898)	(2266)	—%	
--	-------	--------	----	--

	(0,01)	(0,04)	23660	19669 +20%
--	--------	--------	-------	------------

BOURSES ÉTRANGÈRES

	Auj.	Hier	Haut	Bas
--	------	------	------	-----

Amsterdam (AEX)	506,91	506,61	642,29	396,23
-----------------	--------	--------	--------	--------

Bruxelles (Bel-20)	2648,20	2672,61	3030,42	2322,60
--------------------	---------	---------	---------	---------

Francfort (dx)	5114,12	5150,97	6795,14	3787,23
----------------	---------	---------	---------	---------

Hong Kong	11391,96	11322,36	16163,99	8934,20
-----------	----------	----------	----------	---------

Londres (FTSE)	5957,9	5922,3	6788,3	4799,9
----------------	--------	--------	--------	--------

Londres (2500)	5302,5	5293,2	6334,5	4433,7
----------------	--------	--------	--------	--------

Mexico (IPC)	5759,49	5734,90	6668,89	5081,92
--------------	---------	---------	---------	---------

Milan (mi)	22875	23027	31148	17382
------------	-------	-------	-------	-------

Paris (cc)	4564,38	4573,82	5988,15	3652,87
------------	---------	---------	---------	---------

Sydney (o)	3284,7	3270,6	3425,2	2884,5
------------	--------	--------	--------	--------

Tokyo (do)	11064,30	x-n-a	14529,41	9504,41
------------	----------	-------	----------	---------

Zurich (sm)	6471,3	6458,8	8135,4	5110,2
-------------	--------	--------	--------	--------

NASDAQ

	Auj.	Hier	Haut	Bas
--	------	------	------	-----

Novus NVLS	64900	38,43	36,85	39,18 +2,24 58,70 22,00
------------	-------	-------	-------	-------------------------

NumTech NMTC	4538	28,10	25,50	27,31 +1,19 28,82 7,88
--------------	------	-------	-------	------------------------

Nvidia NVDA	99487	53,59	50,65	53,52 +3,57 59,93 19,58
-------------	-------	-------	-------	-------------------------

o2Micro OMIS	8518	18,65	18,10	18,55 +3,35 18,98 5,38
--------------	------	-------	-------	------------------------

CNI Sysn CNIS	84733	10,20	8,80	10,11 +3,38 89,75 3,90
---------------	-------	-------	------	------------------------

OSI Pharm OSI	5283	9,94	49,06	48,36 +7,02 63,50 12,21
---------------	------	------	-------	-------------------------

OSI Sys OSI	7678	16,75	15,58	18,75 +1,25 18,00 2,65
-------------	------	-------	-------	------------------------

SystStar SSTI	16031	12,25	11,70	12,29 +0,10 24,23 4,34
---------------	-------	-------	-------	------------------------

Octech OCTC	4041	12,25	11,70	12,29 +0,10 24,23 4,34
-------------	------	-------	-------	------------------------

OmniSys OMNY	4722	22	19	21
--------------	------	----	----	----

OmniVision OVNY	17988	5,90	4,31	5,68 +2,02 12,13 2,30
-----------------	-------	------	------	-----------------------

Perimeter PMTR	12533	1,96	1,13	1,96 +1,12
----------------	-------	------	------	------------

OneVoice ONEV	1528	29	29	31
---------------	------	----	----	----

OpenwSys OPWV	41626	11,75	11,18	12,22 +0,38 16,35 0,58
---------------	-------	-------	-------	------------------------

OptiLink OPLK	63333	1,90	1,62	1,82 +1,25 25,84 0,60
---------------	-------	------	------	-----------------------

OptiCable OCCF	20637	1,39	1,32	1,37 +0,79 17,94 1,06
----------------	-------	------	------	-----------------------

Oracle ORCL	31408	14,79	14,45	14,74 +3,38 30,50 10,16
-------------	-------	-------	-------	-------------------------

Orckon ORCK	5219	2,65	2,42	2,65 +2,32 5,22 1,08
-------------	------	------	------	----------------------

Overture OVER	12322	27,20	25,04	27,05 +2,32 29,45 4,81
---------------	-------	-------	-------	------------------------

P-Com PCOM	6485	25	21	23
------------	------	----	----	----

PEC Sol PECO	14602	34,15	32,03	34,09 +2,05 25,25 6,38
--------------	-------	-------	-------	------------------------

PF Chng PFCB	4538	14,51	14,56	14,54 +6,49 46,48 28,50
--------------	------	-------	-------	-------------------------

Perigo PRGO	5084	14,69	12,80	14,68 +6,49 28,50
-------------	------	-------	-------	-------------------

PNC SRA	7894	23,32	21,44	23,31 +7,54 19,42 3,57
---------	------	-------	-------	------------------------

PalmCare PHCY	171	18,15	17,60	18,01 +5,40 40,50 12,25
---------------	-----	-------	-------	-------------------------

Palm PALS	204246	3,77	3,54	3,75 +2,39 57,56 1,35
-----------	--------	------	------	-----------------------

Panera PNRA	6033	42,30	47,33	48,84 +6,49 48,14 3,38
-------------	------	-------	-------	------------------------

Papajohn PZJA	8912	29,17	27,02	29,17 +1,24 28,64 10,90
---------------	------	-------	-------	-------------------------

ParmTech PRMT	4594	12,75	12,40	12,61 +2,39 16,30 0,38
---------------	------	-------	-------	------------------------

PatNet PTEN	4470	28,15	37,60	38,86 +3,38 35,32 9,64
-------------	------	-------	-------	------------------------

PatTUTI PTCO	10127	30,32	29,45	30,32 +1,81 30,16
--------------	-------	-------	-------	-------------------

Paycom PAYX	14178	36,26	35,42	36,16 +1,25
-------------	-------	-------	-------	-------------

VOS BESOINS EN T.I. PEUVENT EXPLOSER EN TOUT TEMPS.



VOUS POUVEZ MAINTENANT LES COMBLER EN UN TEMPS RECORD.

VOICI L'INFORMATIQUE À LA DEMANDE DE COMPAQ.
LA FAÇON LA PLUS SOUPLE D'ACQUÉRIR ET DE GÉRER LA T.I.

Il fut un temps où vous deviez prévoir des fonds pour l'achat d'ordinateurs et de logiciels, puis dépenser davantage pour l'installation et la gestion des mêmes équipements. Compaq vous offre désormais une nouvelle solution géniale, qui simplifie les choses... et réduit le risque. L'Informatique à la demande de Compaq vous permet d'obtenir la technologie dont vous avez besoin, qu'il s'agisse d'ordinateurs, de serveurs ou de stockage – y compris les services d'intégration et de soutien nécessaires. Nous vous donnons en plus la flexibilité de vous équiper d'un seul coup et de payer au fur et à mesure de votre croissance. Que vous désiriez améliorer votre infrastructure actuelle ou la bâtir de toutes pièces, adressez-vous donc à Compaq. Nous vous mènerons là où vous voulez au moment de votre choix.

DES PRODUITS NOVATEURS
INTÉGRÉS À DES SOLUTIONS
ET DISTRIBUÉS MONDIALEMENT.

pour en savoir plus long, visitez
compaq.ca/demande
ou téléphonez au 1 888 88-COMPAQ

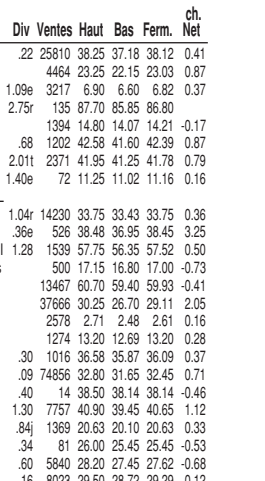
© 2001 Compaq Computer Corporation. Compaq, le logo Compaq et la Technologie de l'inspiration sont des marques de commerce de Compaq Information Technologies Group, L.P.

COMPAQ

La technologie de l'inspiration

LA PRESSE | MONTRÉAL | MARDI 27 NOVEMBRE 2001

*Suite à la
page D 14*



| CANADA 3000 |

Pas de relance, dit le syndic

Presse Canadienne

TORONTO – La relance du transporteur Canada 3000 n’est plus une option envisageable, selon le syndic Deloitte & Touche, qui s’apprête plutôt à vendre les éléments d’actif à la pièce.

L’avocat du syndic, Dan MacDonald, a déclaré hier devant la cour que deux ou trois groupes avaient manifesté leur intérêt pour acheter des actifs de Canada 3000.

Le deuxième transporteur aérien au pays comptait 4800 employés, 38 appareils et près de 1 milliard en revenus annuels avant qu’il ne se place sous la protection de la loi sur les faillites, il y a deux semaines, quelques jours après l’interruption subite de ses activités.

Canada 3000 avait connu la meilleure journée de son histoire pour le nombre de passagers le 10 septembre, avant que les attentats terroristes du lendemain ne plongent l’industrie du transport aérien dans une crise majeure. Le transporteur a ensuite été incapable d’offrir au gouvernement fédéral les

garanties qu’il réclamait pour l’octroi d’un prêt de 75 millions qui lui aurait permis de poursuivre ses activités.

Dans un rapport présenté à la cour, David Murray, de la firme Deloitte & Touche, révèle que le syndic a été en contact avec plusieurs parties intéressées à restructurer Canada 3000 ou à lancer un nouveau transporteur. M. Murray écrit qu’après de longues discussions avec ces gens, Deloitte & Touche en est venu à la conclusion « qu’à peine deux ou trois parties sont en mesure de mettre sur pied un transporteur ».

« Dans chacun de ces cas, les activités seraient modestes en comparaison de celles de Canada 3000, et dans chaque cas les parties procéderaient par acquisition d’actifs. »

Le syndic conclut donc qu’il n’y a pas lieu, pour l’instant, d’envisager un plan de relance de Canada 3000. Pour cette raison, l’entreprise pourrait être mise en faillite, puisqu’il n’y a plus lieu de se prévaloir de la protection de la cour pour cause de restructuration.

Après l’ajournement des travaux de la cour, M. Murray a déclaré que « ce ne sera pas une restructuration de Canada 3000 ; ce sera quelqu’un qui va acheter des actifs pour repartir à neuf ».

Michel Leblanc, qui fut président de Royal Aviation jusqu’à l’acquisition de ce transporteur montréalais par Canada 3000 en mars dernier, pour 84 millions, a déjà fait part de son intention de lancer un nouveau transporteur à tarifs réduits dans l’est du pays. La nouvelle société pourrait acheter des appareils de Canada 3000 et faire appel aux anciens employés de Royal.

Angus Kinnear, ancien président de Canada 3000, songerait également à acheter des appareils pour lancer sa propre entreprise.

Le président du syndicat des pilotes de Royal Aviation, Neil Sharp, a dit souhaiter une intervention du gouvernement fédéral afin d’empêcher Air Canada de torpiller le projet d’un nouveau transporteur.

« Le principal problème, à mon avis, est la domination d’Air Canada », a dit M. Sharp à l’extérieur de la salle du tribunal.

« En tant que pilote sans emploi au Canada, j’aimerais que quelqu’un puisse lancer un nouveau transporteur », a-t-il ajouté, même s’il estime qu’un tel projet ne pourrait se concrétiser avant le début de l’année prochaine.

| AIR CANADA |

Suite de la page D1

disposer de liquidités de 900 millions qui lui permettront de passer au travers de la crise qui secoue l’industrie.

Les revenus du troisième trimestre, habituellement le meilleur de l’exercice, ont chuté de 16 %, pour s’établir à 2,6 milliards, par rapport aux 3,1 milliards de la période correspondante de l’année dernière.

La situation financière d’Air Canada s’était déjà considérablement détériorée avant les attentats du 11 septembre. Pour les neuf premiers mois de l’exercice, le principal transporteur au pays affiche une perte de 874 millions, ou 7,27 \$ par action, en comparaison de profits de 192 millions, ou 1,38 \$ par action, un an plus tôt. Les revenus pour les neuf premiers mois du présent exercice atteignent 7,5 milliards, en hausse par rapport aux 6,7 milliards de la période correspondante de l’année dernière.

Pour les quatre derniers trimestres, les pertes d’Air Canada totalisent 1,15 milliard.

L’action d’Air Canada a clôturé hier en hausse de 22 cents, à 5,25 \$, alors que 1,4 million d’unités ont été échangées avant la publication des derniers résultats.